

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SOCIOLOGIQUE
DES
VARIATIONS DE LA NATALITÉ
DANS LES FAITS & LA DOCTRINE

THESE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques & économiques)

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 14 juin 1922*

PAR

GASTON BOUTHOU,
Licencié ès lettres (philosophie).

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.

*Suffragants { M. FERNAND FAURE, professeur.
 { M. PERREAU, professeur.*

PARIS, V°
MARCEL GIARD & C^{ie}, ÉDITEURS
46, rue Soufflot, et rue Toullier, 12

1922

ÉTUDE SOCIOLOGIQUE

DES

VARIATIONS DE LA NATALITÉ

DANS LES FAITS & LA DOCTRINE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SOCIOLOGIQUE
DES
VARIATIONS DE LA NATALITÉ
DANS LES FAITS & LA DOCTRINE

THESE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques & économiques)

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 14 juin 1922*



PAR

GASTON BOUTHOU,
Licencié ès lettres (philosophie).

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.

*Suffragants { M. FERNAND FAURE, professeur.
 { M. PERREAU, professeur.*

PARIS, V°

MARCEL GIARD & C^{ie}, ÉDITEURS
16, rue Soufflot, et rue Toullier, 12

1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Etude sociologique des variations de la natalité, dans les faits et la doctrine.

PREMIÈRE PARTIE. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

1. — *Les méthodes employées.*

Il est curieux de constater que malgré son importance capitale le problème de la population, la recherche des lois qui gouvernent sa répartition et ses fluctuations, a relativement peu préoccupé les personnes de tous les temps. Il est probable qu'il leur apparaissait comme le fait par excellence naturel, tellement instinctif et spontané qu'il échappait à toute analyse ou essai d'explication. Platon et Aristote effleurent le problème, mais c'est incidemment, et du point de vue étroit de la cité hellénique. C'est seulement au XVIII^e siècle que la science commença à s'occuper du problème. Au XVII^e siècle Vauban en proposant d'instituer des dénombremens réguliers de la population, n'aboutit qu'à susciter l'hostilité du pouvoir royal qui trouva l'idée dangereuse. Durant le siècle suivant au contraire, les travaux de Buffon, des encyclopédistes et des économistes anglais tracèrent les grandes lignes de la science démographique.

C'est alors que naquirent les doctrines les plus générales. Le premier, Ricardo, rompant avec le procédé des premiers économistes qui se bornaient à une description des échanges et de la production conçus d'une façon trop abstraite, un peu à la manière d'entités dialectiques, l'offre, la demande, etc., fit intervenir le facteur proprement humain. Il montra l'énorme influence des mouvements de la population sur le jeu de lois fondamentales de l'économie politique, la rente notamment, et montra également le lien entre l'état économique d'une nation et l'accroissement du nombre de ses membres, par sa loi des salaires.

Malthus, célèbre entre tous les théoriciens qui s'occupèrent de l'accroissement de la race humaine, voulut énoncer une loi générale de la population. Il voulut même lui donner une rigueur mathématique. D'après lui, le nombre des hommes croît suivant une progression géométrique. Celui des subsistances au contraire ne croît que selon une progression arithmétique. Il est donc fatal que se produisent constamment des ruptures d'équilibre entre les sub-

sistances et la population. La nature est forcée, pour réfréner la trop grande puissance prolifique de l'humanité, de recourir à des moyens cruels, les famines, les épidémies et les guerres.

Il n'est pas un point de ces propositions qui n'ait été critiqué très rigoureusement. Malthus lui-même prend bien soin de faire remarquer que ses lois constituent une sorte d'optimum. Il faut, dit-il avant de les formuler, « supposer un peuple à l'abri des invasions et des conquêtes étrangères ». Il paraît souvent au cours de ses développements en atténuer la rigueur mathématique : « toutes choses égales d'ailleurs, on peut dire que les divers pays sont peuplés en proportion de la quantité d'aliments qu'ils produisent ou qu'on peut s'y procurer... et que le bonheur y est en raison de la libéralité qui règne dans la répartition de ces aliments, en d'autres termes, en raison de la quantité d'aliments qu'on peut s'y procurer pour une journée de travail » (1). Les lois de Malthus ne seraient donc que des vues schématiques qu'il a voulu rendre plus saisissantes par ces analogies avec des progressions numériques connues.

Quelques-uns des critiques de Malthus ont objecté avec raison, que même sous une très grande approximation, on n'avait pas le droit d'assigner une limite ou une loi à l'accroissement des subsistances. Nul ne peut prévoir aujourd'hui ce que créera dans ce domaine la science de demain. Leroy-Beaulieu, sous une forme ingénieuse et familière, exprime cette idée dans ce qu'il appelle la parabole des trois Malthus : A des hommes primitifs, vivant exclusivement de la chasse, un sage conseille de restreindre leur natalité car le gibier risque de devenir insuffisant. Heureusement ils ne suivent pas ce conseil, leur nombre augmente et par nécessité ils deviennent pasteurs. Même intervention d'un autre sage ; s'ils se multiplient ils n'auront plus assez de pâturages. Le second conseiller pouvait-il prévoir l'invention de l'agriculture ? Et le troisième qui naquit plus tard ne pouvait deviner non plus que l'industrie se développerait. La plupart des auteurs se montrent aussi très sévères et déclarent invraisemblable la proposition de Malthus concernant l'accroissement, suivant une progression géométrique, du nombre des humains. Ils y voient une exagération appelée par les conclusions pessimistes auxquelles il aboutit.

(1) Essai sur les principes de la population. Livre II, Ch. 13.

Contre ces critiques on a soutenu, se basant sur des données statistiques rigoureuses, que les lois de Malthus pouvaient se vérifier. L'étude de l'accroissement de la population dans le gouvernement de Posen et dans les plaines russes au xix^e siècle, permet à Cauderlier (1) d'affirmer que s'il n'y avait ni obstacles répressifs ni destructifs, la population de l'Europe aurait pu doubler tous les vingt huit ans. Il est facile alors de voir que l'augmentation de subsistances conquise pendant ce siècle eût été insuffisante pour nourrir cette population croissante. Il est douteux en effet que la production des ressources annuelles en subsistances augmente même suivant la progression arithmétique de Malthus et que l'Europe entière produise cinq fois plus de subsistances qu'il y a un siècle.

Or les chiffres donnés par Malthus et qui résultent de l'application de ses lois, prévoient qu'une population peut doubler tous les vingt cinq ans. L'expérience a donc prouvé que ce maximum peut être touché de près.

Les critiques auxquelles ont abouti par des voies différentes Levasseur et Cauderlier (2) portent sur la façon dont Malthus entend l'expression « moyens de subsistance », et sur l'analogie trop étroite qu'il paraît établir entre les lois qui règlent la multiplication des hommes et celles qui président à la reproduction des animaux.

Les moyens de subsistance varient de peuple à peuple. Ce qui est considéré comme strictement nécessaire par les uns peut paraître aux autres un luxe superflu. De plus parmi les produits nécessaires à l'homme il faut compter bien d'autres objets que les aliments proprement dits. En un mot, à « moyen de subsistance » qui implique presque une constante car chaque homme ne peut manger plus d'une certaine quantité de produits comestibles, il faut substituer le concept infiniment plus élastique de « moyens d'existence ».

Malthus n'a pas assez tenu compte de l'importance des moyens préventifs. Il parle de la surpopulation comme d'une calamité fatale et, quoiqu'il recommandât la restriction, « le moral restraint », en matière de natalité, il ne paraît pas croire à sa bien grande efficacité. Il ne croit pas à l'utilité en ces matières ni à l'efficacité de l'esprit

(1) Cauderlier. Les lois de la population, p. 232.

(2) Levasseur. La population française, et Préface à : « Les lois de la population en France », de Cauderlier.

de prévoyance et de la solidarité. Bien au contraire on sait que c'est pour combattre les lois d'assistance anglaises qu'il écrivit son premier essai. La population croît aveuglément avec les subsistances, « la misère et la détresse croissent en proportion des fonds destinés à les soulager » (1). Il raille durement les vues qui se révélèrent bien plus exactes de Condorcet, où celui-ci prévoit le fonctionnement de caisses de retraites, de coopératives de crédit, de banques populaires, et propose, au grand scandale de Malthus, une solution néo malthusienne au problème du surpeuplement.

L'expérience montre qu'en dehors des fléaux répressifs il existe d'autres moyens plus spécialement humains de remédier à la surpopulation ou de la prévenir : l'émigration, comme dans l'Italie surtout méridionale, la restriction du nombre des mariages pratiquée en Irlande et enfin la tendance à diminuer la fécondité des mariages.

Buffon comme Malthus a pu croire que la fécondité de l'espèce humaine varie en raison directe de l'abondance des subsistances. Il note qu'en l'année 1710, les naissances subissant le contre-coup de la fameuse famine de 1709, tombèrent à Paris à 13.634 contre une moyenne de 16.500 les années précédentes et suivantes. Les dénombrements modernes infirment cette théorie. En France la production du blé n'a cessé de croître parallèlement à la diminution des naissances au XIX^e siècle.

Cauderlier, quoique restant attaché à la théorie qui lie les mouvements de la population aux ressources matérielles, propose une loi générale. La limite, dit-il, est la facilité de satisfaire les besoins de la vie. Cette loi tient compte de la variabilité de ces besoins. Les ressources matérielles peuvent croître d'une façon absolue sans que la population croisse, si les besoins augmentent dans la même proportion.

L'interprétation, donnée par Malthus, de l'action des épidémies est également erronée. Certes on peut soutenir que certaines maladies comme la lèpre au moyen âge et la tuberculose aujourd'hui sont diffusées par la mauvaise nutrition et l'hygiène défectueuse. Mais on n'en peut dire autant des épidémies soudaines et rapides dont l'action est parfois nulle et parfois intense. Ce n'est pas en diminuant

(1) Malthus. Ouvrage cité, p. 270.

(2) Buffon. Œuvres complètes, t. IV, p. 345 et suiv.

les naissances qu'on aurait prévenu les invasions de peste ou de choléra. Des mesures prophylactiques appropriées les ont enrayerées sans qu'aucune relation nécessaire pût être établie entre leur apparition et la densité de la population, la natalité humaine et les moyens de subsistance.

Nous sommes donc amenés à cette conclusion, qu'en admettant même un lien étroit entre les ressources matérielles et l'accroissement de la population, il faut tenir compte de ce qui est considéré dans chaque nation comme nécessaire aux besoins de la vie. C'est là un concept variable suivant les sociétés. Le problème de la population que l'on avait d'abord tenté de résoudre par des considérations purement matérielles est rattaché par là, à des causes d'ordre moral. Richesse et pauvreté sont choses relatives, la nature ne nous dit pas quel est le minimum de confort ou de luxe nécessaire à l'homme.

Le fait le plus saillant révélé par la démographie est l'abaissement continu et général de la natalité dans tous les pays civilisés de l'Europe et de l'Amérique. Les quelques chiffres suivants montrent à eux seuls l'intensité de cette tendance. En Angleterre la natalité est passée d'une moyenne de 35,5 naissances pour mille habitants en 1865 à 26,3 en 1906 et 24,1 en 1913. En Allemagne de 36,5 en 1865 à 27,4 en 1913. Les statistiques de la plupart des autres nations marquent aussi une décroissance sensible.

C'est tout d'abord en France que se révéla ce caractère nouveau du mouvement des naissances. Alors que dans les pays précités, l'Angleterre et l'Allemagne, les recensements de 1865 marquent un indice de natalité maximum, qu'en Italie la baisse commença seulement avec le vingtième siècle, en France dès les dernières années du premier Empire la baisse des naissances se poursuivit régulièrement. Leur nombre est à peine suffisant maintenant pour maintenir la population à un niveau constant, et cet état cause de sérieuses inquiétudes pour l'avenir.

Les études statistiques les plus détaillées ont donc été faites en France où le problème s'est posé plus tôt que partout ailleurs, et de façon irritante, car pendant longtemps elle fut la seule à voir baisser sa natalité.

Des études comparatives minutieuses ont donc été faites, surtout par des démographes français. Il s'agissait de comparer le taux de la natalité dans les départements ou autres subdivisions territoriales avec les nombres mesurant d'autres phénomènes matériels ou moraux.

En général ces recherches ont abouti à des résultats négatifs. Ni l'alcoolisme, ni la criminalité, ni l'état sanitaire, ni l'augmentation des richesses ne se sont révélés comme des causes dont il soit possible d'établir l'influence immédiate. L'affaiblissement des croyances religieuses qui a été souvent désigné comme la cause profonde de la moindre fécondité des mariages, ne paraît pas susceptible d'en constituer une explication acceptable. Se basant sur divers critères Levasseur a démontré qu'entre départements ayant gardé intactes leurs habitudes religieuses, la disproportion du taux des naissances pouvait être énorme. Il en est de même pour des départements ou des arrondissements parisiens peu croyants entre lesquels existent souvent des disproportions analogues (1). D'ailleurs la religion n'est efficace que lorsque la foi est assez forte pour déterminer toute la conduite du croyant. Il est rare qu'en matière sexuelle elle ait un empire suffisant pour empêcher toute infraction à la loi religieuse. Certains peuples très attachés à leur croyance et qui ignorent à peu près le néo-malthusianisme, commettent couramment des actes réprouvés au même titre par leur religion (adultère etc.). Dans les pays où plusieurs cultes coexistent, on ne rencontre pas de différence notable tenant uniquement à la religion pratiquée par les habitants. On ne peut non plus la décréter *a priori*, puisque toutes les religions quelque peu répandues interdisent la restriction volontaire de la natalité. Enfin il y a les casuistiques.

L'école de Le Play s'est attaquée aux institutions du Code civil, en particulier au régime successoral. Tout d'abord, s'il était la cause unique, il n'y aurait pas entre régions soumises à ce régime d'aussi fortes disproportions que celles qui existent en France même. Si l'on étudie les autres nations européennes, on constate que la Prusse et l'Italie, où règnent des prescriptions analogues, ont une natalité supérieure à l'Angleterre qui possède le droit intégral de tester.

Leroy-Beaulieu et Bertillon accusent la diffusion de l'égoïsme, d'être la cause de la dépopulation. Il est facile de voir que l'égoïsme à lui seul n'est qu'une tendance instinctive qui nous porte, soit par souci de notre conservation, soit par recherche du bonheur, à essayer d'attirer à nous le plus de biens possible, dans l'ordre matériel ou moral. Mais quels sont ces biens ? Leur énumération varie suivant

(1) Levasseur, Ouvr. cité, T. III, p. 170.

l'idéal de la nation et de l'époque auxquelles nous appartenons. L'égoïsme est une forme vide dont le contenu change suivant le milieu social considéré. Il peut provoquer le désir d'avoir une nombreuse progéniture comme le désir exactement contraire. Il s'agit précisément d'expliquer la raison de ce changement d'attitude.

L'étude des cas particuliers, les monographies décrivant l'état, le « comportement » démographique, de communes, d'arrondissements, parfois de régions, peut fournir des données psychologiques qui éclairent la recherche. Mais une telle méthode risque d'égarer le chercheur dans les faits accidentels ou secondaires. Il conduit souvent à des résultats contradictoires. La France offre entre ses départements, des écarts beaucoup plus considérables de natalité, qu'elle-même n'en présente par comparaison avec aucune nation d'Europe. Il n'existe pas de loi propre à la société française qui fasse que dans la Normandie stérile, la Seine-Inférieure garde la fécondité d'un département breton (1). Il semble au contraire que le phénomène soit d'autant plus changeant à mesure que l'on considère des groupements plus petits. Sur le même palier voisinent souvent des couples stériles et des familles nombreuses. C'est là une question de circonstances particulières, d'atavismes, de caractères acquis ou congénitaux qui constituent ce qu'il y a de proprement individuel en nous. Les cas étudiés isolément nous révèlent souvent des données absolument contradictoires.

Après avoir énuméré quelques-uns des raisonnements qui peuvent pousser un couple à arrêter la procréation, Levasseur finit par conclure : « chaque cas a sa casuistique particulière » (2). La régularité des phénomènes sujets à des dénombrements statistiques, n'a de réalité qu'en tant qu'elle se rattache à la loi des grands nombres. Le coefficient de fécondité d'une nation est un indice numérique social, pour l'individu il ne signifie rien. Il ne s'applique qu'à la masse.

Le fait capital qui doit guider toute étude sociologique de la natalité, est que la procréation, acte autrefois abandonné au hasard — dans les limites tout au moins des unions légitimes — tend à devenir un acte volontaire et réfléchi.

(1) Rageot, La natalité, ses lois sociologiques et psychologiques.

(2) Levasseur, Ouv. cité, p. 220.

Tous les chercheurs sont en effet d'accord pour constater que la fécondité des femmes est constante. Celle-ci ne devrait donc être physiologiquement influencée que par l'âge moyen auquel se font les mariages, et leur durée.

L'habitude de la réflexion tendrait donc à s'introduire en ce domaine. La psychologie nous apprend que la nature est économe de faits conscients. Cette discussion consciente ne saurait être que le résultat de besoins nouveaux ou de malaises quelconques qui appellent l'attention sur des faits jusqu'alors abandonnés à l'instinct. Ce serait dénier toute réalité aux faits sociaux que de faire de phénomènes aussi importants, dont la statistique nous révèle la continuité et l'étendue quasi universelle, le résultat d'un mal sporadique ou d'une mode passagère. Il faut pour que des faits aussi graves se répandent dans des nations entières, que celles-ci soient déjà prédisposées à les recevoir. Pour qu'un usage pénètre ainsi, il faut que soit prête à éclore dans les esprits une argumentation qui le défende. Cette argumentation ne peut qu'être basée sur des données préexistantes. Elle ne peut être une création fantaisiste et sans lien avec la réalité.

II. — *Etude du croît démographique.*

L'étude de la natalité doit-elle, pour permettre d'arriver à des résultats intéressants, tenir compte du nombre de morts-nés ? Il est probable au contraire que dans tout pays où se répand l'usage de régler artificiellement les naissances, il n'y a aucun enseignement à en tirer. On pourrait même en dire autant, en grande partie, justement la partie qui correspond aux milieux où s'est répandu cet usage, de la mortalité infantile des premiers mois. Cette mortalité est probablement sans grande influence sur l'accroissement final de la population, car elle provoque des naissances destinées à remplacer ceux dont la venue était prévue et la place préparée.

En dernière analyse, ce qui dicte la conduite des individus, qu'elle soit consciente ou qu'elle subisse des réactions extérieures retardant ou facilitant les mariages, augmentant ou diminuant la mortalité, ce sont les conséquences prévues ou ressenties de l'accroissement de la population.

Que serait, si on veut la concevoir *à priori*, une natalité normale ? Seule une comparaison avec le règne animal le permettrait. Les mammifères enfantent régulièrement tous les ans à peu près à partir

de la puberté. Chez l'homme la réglementation s'est introduite de très bonne heure. Bien loin d'être un état de promiscuité, la vie sexuelle et familiale des primitifs est soumise à des prescriptions très restrictives. Il semble que la société ait, de tout temps, proscrit l'état de croissance trop désordonné. Il n'est pas de société où l'on ne trouve des institutions légales ou coutumières dont la conséquence est de diminuer la natalité normale. Lois d'exogamie, coutumes retardant le mariage d'individus physiologiquement pubères, institution du célibat temporaire ou perpétuel pour certaines catégories d'hommes ou de femmes etc., nous les retrouvons partout sous des formes diverses.

L'entretien des nouveaux venus n'est pas, pour une société qui vit dans des conditions assez stables, une source de préoccupations tant que ceux-ci ne font que prendre les places laissées vides par les décès. Le problème devient plus délicat lorsque la population s'accroît. Il faut alors que dans son ensemble, elle s'ingénie à trouver des subsistances pour entretenir cet excédent. Elle doit faire preuve de vitalité, d'esprit inventif, parfois même conquérant, ou se restreindre si elle ne veut être livrée à la misère.

Mieux que le taux simple de sa natalité, le taux d'accroissement moyen d'une nation est un indice de sa cœnesthésie, de son équilibre à la fois interne et externe. Il montre comment les facultés de multiplication théoriquement illimitées de l'espèce humaine sont facilitées ou entravées par les circonstances.

Quant à l'investigation statistique, le croît est actuellement plus facile à suivre d'une façon précise. Le nombre des naissances est toujours sujet à caution. Il n'est pas de dénombrement qui dise le total brut des conceptions. Les avortements, la mortalité, les naissances clandestines, peuvent suivant les pays représenter des nombres importants.

Enfin l'étude du croît peut nous dire quelle a été au point de vue démographique, la répercussion des événements historiques sur le mouvement de la population. Aux époques où n'existait pas de dénombrement des naissances, nous trouvons plus facilement des dénombremens de population présente, faits dans des buts généralement administratifs.

Peut-on parler d'un taux de croissance normale ? Malthus qui vécut à une période où cette augmentation était particulièrement vive, crut que le croît normal de la population était celui qu'il constatait

en Angleterre et jugeait hors de proportion avec les subsistances. On sait les conclusions pessimistes qu'il tirait de ses prévisions.

Il est même intéressant de constater que Malthus n'a pas établi de distinctions entre les obstacles naturels proprement dits (maladies etc.) et ceux qui tiennent à l'organisation sociale. Il les énumère pêle mêle, peuple par peuple, dans la première partie de son Essai.

Les philosophes de l'antiquité ont pour la plupart condamné l'accroissement de la population. Ils le considéraient comme préjudiciable à la bonne harmonie devant régner dans la cité. Aristote dit textuellement que cette augmentation du nombre des citoyens ne peut manquer de faire régner la pauvreté et répandre le désir des révolutions. Il cite avec une visible faveur les constitutions de cités grecques qui imposaient l'avortement dans certains cas. Platon limite étroitement le nombre des citoyens de sa cité idéale. Plus tard Fichte recommande une solution analogue dans son ouvrage sur l'Etat commercial fermé.

On ne vit apparaître le souci constant de multiplier sans limite que, lorsqu'avec la théorie de l'équilibre européen, naquit le souci de fausser cet équilibre. Chaque gouvernement eut à cœur d'augmenter le nombre de ses sujets pour faire pencher la balance à son profit. Bodin par exemple écrit : « la force et la richesse des rois et princes souverains consiste en l'opulence et le nombre de leurs sujets » (1).

Le rôle capital joué par la croissante augmentation des hommes dans l'œuvre de civilisation a été démontré à d'autres points de vue. L'obligation de chercher un emploi productif pour l'excédent continuuel a été la cause de la division du travail, source de l'économie moderne et de la croissante différenciation psychologique (2). Par tant il est loisible de soutenir que la condition du progrès humain est la fécondité. Mais est-ce l'unique condition ? L'expérience semble prouver le contraire. Jamais l'esprit inventif n'a été aussi répandu que dans nos sociétés peu prolifiques, alors que des nations comme la Chine par exemple dont le croît est énorme étaient depuis longtemps intellectuellement figées. Ces sociétés paraissent avoir toujours accepté sans grande lutte pour s'affranchir ce que Malthus appelle les fléaux répressifs, surtout les famines périodiques.

(1) Bodin, *De Republica*.

(2) Durkheim, *La division du travail social*.

Puisque les populations dans les Etats civilisés d'Europe avaient dans la différenciation qui résulte de la division du travail un dérivatif et un guide à la fois ; pourquoi se sont-elles malgré tout décidées à entrer dans la voie de la restriction ? L'Allemagne donnait l'exemple d'une prospérité prodigieuse ; malgré le développement énorme de sa population, elle donnait du travail à tous ses enfants et importait même une notable quantité de main-d'œuvre étrangère. Politiquement elle n'avait pas subi de revers auxquels on pût imputer une sorte de découragement collectif. Elle avait pourtant pris elle aussi le parti de se restreindre. Sa natalité, dit Rageot, a parcouru en 20 années la pente que la France avait mis 80 ans à parcourir dans la voie de la décroissance. L'Angleterre a suivi une marche à peu près identique.

Le propre d'un état social qui commande l'accroissement c'est que l'intérêt individuel y coïncide avec la tendance sociale pour faire de la procréation à haute dose un acte à la fois *désirable et profitable* (1). Lorsqu'un de ces éléments fait défaut on peut dire que la tendance a perdu de sa force et ne peut plus par conséquent avoir le même empire sur les consciences individuelles. Lorsqu'un acte ne se présente à l'homme que sous l'unique forme d'un sacrifice sans satisfaction correspondante, il est rare qu'il soit bien souvent répété. Il arrive souvent que la haute opinion qu'on s'en fait arrive à faire accepter comme désirable un événement douloureux ; mais lorsque tous les efforts n'arrivent pas à donner cet aspect séduisant à une action, n'est-ce pas l'indice qu'elle se met de plus en plus difficilement en harmonie avec les institutions existantes ? En Allemagne surtout l'expérience est curieuse. Une intense propagande s'y exerça sur toutes les classes de la population, le patriotisme très exalté et impérialiste poussa de toutes les manières à la procréation, la prospérité matérielle très grande paraissait n'y mettre aucun obstacle. Elle se mit néanmoins à décliner. Est-ce que le mouvement était en grande partie artificiel et peu adéquat aux institutions existantes ?

Ce n'est pas par un jugement purement individuel issu de préférences logiques ou d'un esprit de systématisation politique qu'on peut trancher la question et déclarer que la multiplication est ou non

(1) Durkheim, Les règles de la méthode sociologique.

digne d'être encouragée. Seule la société est compétente pour trancher des questions qui affectent l'individu d'une façon aussi lointaine. Nous ne pouvons que prendre connaissance de ses jugements et essayer d'en comprendre les motifs. C'est l'unique façon de nous reconnaître un tant soit peu dans des problèmes aussi complexes. C'est aussi la seule façon de pouvoir valablement prétendre à une action quelconque, car on ne peut agir sur un phénomène dont on ignore les causes, à moins d'adopter un empirisme total impraticable dans un pareil cas.

III. — La fonction sociale de la natalité.

Comme toutes les fonctions existant dans un organisme vivant, la natalité est en relation constante avec toutes les autres fonctions du même organisme et subit étroitement les conséquences de leurs variations. Ses modifications peuvent donc être la mesure de l'influence d'autres phénomènes qui se répercutent dans son champ propre ; de même qu'en physiologie les conditions de nutrition influent sur la croissance et la multiplication des cellules et que l'adaptation continuelle de l'être vivant décèle une sorte d'intelligence inhérente à toutes les fonctions vitales.

A travers l'histoire, les variations du croît, tantôt insuffisantes à compenser les pertes, tantôt au contraire créant un large excédent de population, nous disent les réactions du corps social, son abattement ou ses poussées de vitalité. Ces comportements nouveaux ne sont pas accidentels, ils sont les conséquences d'une logique immanente à la société, en face de circonstances nouvelles. De même, en psychologie, la façon obscure, presque toujours inconsciente, dont surgissent les besoins et les tendances morales et physiques.

Il est rare que ces tendances aillent jusqu'à la conscience dont l'accès implique pour elles un paroxysme. Elles se contentent le plus souvent, d'agir obscurément sans parvenir jusqu'à ce degré d'acuité.

Pour qu'un fait social nouveau arrive à attirer l'attention des chercheurs et à faire sentir particulièrement sa présence, il faut que ses causes aient agi depuis longtemps déjà, et que ses conséquences elles-mêmes aient acquis une importance très sensible.

C'est alors que naît le désir d'atténuer cette acuité douloureuse. Depuis que les disciplines scientifiques imposent au chercheur l'obligation d'analyser les phénomènes sur lesquels il voudrait agir, la

plupart de ceux qui ont traité de la population ont essayé de formuler des lois. Justement parce que dans ce cas il leur paraissait difficile d'agir sur la réalité, leurs prévisions pour l'avenir n'ont été le plus souvent que des inductions basées sur une étroite analogie avec l'état de la société telle qu'ils la décrivaient. Comme leur attention était attirée par les faits les plus douloureux, ils prévoyaient en général l'extension croissante et de plus en plus dangereuse des mêmes faits.

Les lois de Malthus sont basées sur un état social dont les caractéristiques s'atténuaient très peu de temps après leur apparition. C'est le sort commun de presque toutes les théories sociales, de voir se dérober sous elles les bases de leurs affirmations. La réalité et la vie se maintiennent, grâce à des solutions transitoires qui démentent la rigueur des lois trop sévèrement établies, et dont les prévisions, si elles se réalisaient, seraient presque toujours des catastrophes.

La théorie de Marx, basée sur une situation particulière à une époque où les ouvriers n'avaient encore aucune organisation propre à contrebalancer quelque peu le jeu des lois économiques, nous dit l'interprétation rigoureuse de faits qui perdirent de leur intensité presque en même temps qu'elle apparaissait.

Il faut donc, surtout en ces matières, se défier de la valeur scientifique d'interprétations, basées sur l'extension indéfinie d'états qui peuvent n'être que temporaires et n'avoir qu'un intérêt historique. Ils peuvent être expliqués mais à condition que l'on ne perde pas de vue qu'ils sont intégrés dans l'ensemble des faits sociaux de l'époque considérée.

Il semble donc impossible d'assigner, soit par déduction logique, soit expérimentalement, un taux normal d'accroissement à la population.

Les divers systèmes de morale théorique ont abouti parfois à des conclusions diamétralement opposées; par exemple sans sortir du christianisme nous rencontrons d'une part la morale monastique dont le résultat rigoureux serait la stérilité totale allant même, comme dans certaines sectes russes, jusqu'à la mutilation, et d'autres milieux où les nombreuses familles sont de rigueur.

On pourrait postuler que la natalité doit au moins remplir les vides causés par la mortalité dans une société, mais c'est en somme une vue arbitraire, car rien ne nous prouve que l'accroissement ou l'état stationnaire soient absolument indispensables, ou même relativement utiles. On ne peut non plus parler d'une évidence qui s'impose

à nous. Qu'est-ce qu'une évidence qui est discutée en fait et en théorie? En un mot il ne peut être question que d'un critérium relatif et non rationnellement nécessaire.

DEUXIÈME PARTIE. — ETUDE DE LA NATALITÉ EN FONCTION DE FACTEURS HISTORIQUES ET SOCIAUX.

1. — Considérations de démographie pure.

Les causes qui influencent les mouvements de la population et en particulier la natalité ne peuvent agir partout avec la même intensité. Toutes choses égales, la façon dont une opinion se répand ne peut être constante pour tous les groupes. Des circonstances purement locales peuvent modifier cette diffusion. Il y a des lieux de majeure ou de moindre résistance, suivant le plus souvent que les causes s'y font plus ou moins sentir.

Le Dr Le Bon fait remarquer qu'une nation moderne est formée de milieux qui se rattachent par leur psychologie à des périodes diverses de l'histoire; il en est de primitifs, d'antiques et de moyen-âgeux, il en est même qui anticipent sur l'état actuel.

On est obligé, pour obtenir des résultats quelque peu probants, de s'en tenir aux grandes généralités fournies par la statistique ou par l'examen historique des faits affectant la grande masse des nations considérées; ce sont les indices révélateurs des fonctions sociales, les plus essentielles, et non ceux qui sont propres à telle ou telle classe ou région.

Si la chute de la natalité moyenne existe chez toutes les nations qui participent à la civilisation actuelle, il faut en déduire que les causes principales existent également chez toutes ces nations. Les modalités particulières à chacune d'entre elles ne peuvent que modifier, retarder ou accélérer ce mouvement.

En premier lieu, chez toutes les nations modernes, le phénomène qui a partout précédé la baisse régulière des naissances, est l'abaissement de la mortalité. Il semble que la nature ait jugé le croît excessif et qu'elle ait voulu le ramener à des proportions moindres.

L'histoire n'offre pas d'exemple d'une multiplication du genre

humain aussi rapide et considérable que celle du siècle dernier. La population de l'Europe a triplé.

Les démographes ont constaté qu'après les grandes hécatombes viennent en général des périodes réparatrices de rapide accroissement. Il serait plausible qu'un affaissement allant même jusqu'à une certaine diminution fût considéré comme une sorte de réaction rythmique lorsqu'il succède à la hausse formidable du croît qui l'a précédé. Le fait que la France, qui a la première enregistré les plus grands accroissements, a été la première à marquer le mouvement contraire, est conforme à cette vue.

Dans d'autres pays comme l'Orient par exemple, il est probable que malgré la natalité très forte, la population est restée longtemps presque stationnaire. Avec les progrès de l'hygiène le croît ira en augmentant, il est probable qu'après un maximum il tombera de lui-même.

Les institutions préexistantes, politiques et religieuses peuvent opposer une résistance plus ou moins grande aux conceptions morales, nées d'un état de choses nouveau, mais elles finissent toujours par être obligées de leur céder la place ou de s'y adapter.

Mais de même que nous avons essayé de dégager quelques données démographiques très générales, pourrions-nous essayer de démêler quelque cause également très générale dans les grandes fluctuations enregistrées au cours des siècles par l'histoire dans les populations ?

II. — *L'influence des faits historiques.*

L'histoire a gardé la mémoire de plusieurs catastrophes démographiques. Celles notamment qui ont suivi la chute des grands empires sont restées fameuses. La plus récente est liée à la fin de l'Empire romain. Elles se présentent alors comme de véritables collections de fléaux. Les guerres, les famines, les désordres intérieurs, le brigandage, les épidémies s'unissent pour supprimer des masses d'hommes.

Dans un cadre plus restreint, on peut remarquer que l'histoire de la population française est faite de grandes oscillations. Les périodes pendant lesquelles elle augmentait sous l'influence du bien-être, alternent régulièrement avec d'autres périodes pendant lesquelles cet enrichissement était dilapidé en tout ou partie. Levasseur sur-

tout a insisté sur ce fait. Faut-il dire avec Malthus que c'est là une loi naturelle qui réagit fatalement contre l'augmentation du nombre des hommes en les incitant à se combattre les uns les autres ?

Il est difficile de citer un Etat ou une civilisation qui n'ait pas sombré dans les convulsions de la guerre. Les prophètes bibliques lorsqu'ils annonçaient la colère divine prédisaient qu'elle déchaînerait contre un peuple ses voisins.

Peut-on soutenir qu'en dernière analyse la guerre est une question de moyens d'existence ? A vrai dire elle l'est toujours en partie ; c'est un prince qui veut agrandir son empire, une aristocratie qui veut s'enrichir en biens ou en autorité, un peuple qui espère les avantages d'une fructueuse conquête, etc.

Mais il n'y a pas que ce désir en quelque sorte abstrait d'amélioration des conditions matérielles d'un groupement par le butin conquis sur d'autres.

Le besoin d'expansion découle naturellement d'un accroissement régulier du nombre des hommes qui forment une société.

L'impérialisme est l'expression théorique des effets de l'accroissement désordonné ; chaque peuple sent en lui-même une force d'expansion suffisante à emplir l'univers ; la seule chose gênante c'est qu'à peu près toutes les nations sentent cette force, et qu'elles en viennent fatalement à s'entrechoquer lorsqu'elles veulent la mettre en œuvre.

Les ambitions dynastiques et les impérialismes nationaux ne sont que l'expression de la faculté d'expansion illimitée que contient chaque groupement humain, faculté qui se trouve contrariée par l'existence d'autres groupements doués des mêmes aptitudes.

Chacun des groupements se trouve périodiquement enfermé dans un dilemme ; il faut, ou bien se replier sur soi-même, ou bien se résigner à courir l'aventure et canaliser son trop plein d'énergie, pour le déverser sur d'autres Nations.

Ordinairement il est rare que ces extrêmes, la destruction totale de l'un des adversaires, se réalisent. Il résulte du choc un compromis. Chacun des belligérants subit un affaiblissement qui lui permet de vivre assez longtemps en paix, occupé à réparer les pertes éprouvées.

Plus encore que par le simple fait qu'elle se développe, l'évolution d'une société est subordonnée au développement démographique de celles qui l'entourent. Plus vif que le sien, il l'expose à des attaques parce que le voisin peut avoir besoin de s'étendre ; moins intense,

il peut l'exposer également à des attaques qui seront des « guerres de prévoyance » — à moins que ce déséquilibre ne suscite en cette société le désir d'en profiter.

Si durant le siècle dernier la population européenne a relativement peu souffert des guerres, si celles-ci n'ont pas provoqué de destructions trop massives, c'est que l'organisation industrielle du monde et l'ouverture de nouveaux champs à l'émigration ont constitué des exutoires suffisants pour calmer les appétits. Dès qu'ils se sentirent resserrés, que les territoires nouveaux furent tous appropriés, que les débouchés furent plus disputés, les occasions de conflits se trouvèrent multipliées.

III. — Le Tonus social.

Comme les individus, les sociétés ont un puissant instinct de conservation, une vitalité parfois surabondante qui va souvent jusqu'à l'esprit d'agression. La mesure de celui-ci est presque toujours exprimée par le taux du croît de cette société.

Les lois de l'idéation collective offrent sur ce point, une grande analogie avec celles de la psychologie individuelle ; le sentiment d'être une force ou de posséder une force, produit le désir de la mettre en action.

La société comme tous les organismes animaux, recherche toutes les occasions de manifester sa vitalité, de satisfaire ses tendances, de mettre en œuvre toutes ses fonctions. Toute vitalité, lorsqu'elle est excessive, devient envahissante et tyrannique.

Chez les animaux le même fait se produit souvent ; des espèces, de caractère ordinairement timoré, deviennent d'une remarquable hardiesse lorsqu'elles sont groupées. Les rats n'ont plus l'air de craindre l'homme, lorsqu'ils envahissent en bandes nombreuses les campagnes ; les loups quittent les bois pour attaquer les voyageurs.

C'est ainsi que les nations après une période de croissance non entravée, sont particulièrement disposées à courir les aventures bellicieuses et à suivre les chefs ambitieux, qui ne font en somme qu'incarner leur désir d'expansion.

Les grandes lignes de la politique internationale d'un peuple, sont en effet le plus souvent déterminées par la densité de sa population et par son taux d'accroissement.

Les deux éléments mesurent l'intensité de sa tendance à se répan-

dre au dehors, et la facilité plus ou moins grande avec laquelle il lui est possible de tenter des expéditions coûteuses en vies humaines.

A diverses reprises, il est remarquable de constater que ces mouvements coïncidèrent toujours avec les périodes de bonne situation démographique. L'Etat français tenta de grandes expéditions dans un but à la fois d'équilibre et d'expansion ; les premières eurent en général du succès, elles aboutirent à la constitution de la nation à peu près dans les limites actuelles, mais les deux dernières, les plus massives et les plus illimitées quant au but poursuivi, aboutirent à des résultats tout différents.

De formidables coalitions de peuples menacés se constituèrent et cette tentative de débordement d'une nation plus peuplée que ses voisines fut refoulée et comprimée ; c'est en somme ce qui se reproduit de nos jours pour l'Allemagne.

Nous sommes donc dans ce cas, en présence d'une nation qui a dû tirer d'une façon plus précise qu'aucune autre, de par son unification politique et psychologique plus ancienne et plus radicale, les leçons d'une expérience prolongée. Son histoire tout entière depuis le moyen âge, et sans parler de l'époque romaine, est faite de grandes oscillations démographiques ; chaque période d'accroissement excessif fut suivie, par une inévitable fatalité, d'une période de misères et de massacres, le plus souvent causée par l'esprit d'agression, né de cette abondance ; ceci surtout pour les plus récentes, celles de Louis XIV et de l'Empire.

Cette expérience même lui montre le danger de cette trop grande croissance provocatrice de ruptures d'équilibre et de perturbations profondes intérieures ou extérieures.

En physiologie comme en sociologie on peut constater qu'un mouvement occasionnant une douleur tend à s'abolir ; la conscience sociale a fini par s'émouvoir et a mis en jeu, en agissant particulièrement sur la morale, son domaine immédiat, son pouvoir d'inhibition. Cette dure leçon des tentatives d'expansion refoulées lui a fait apprécier les horizons définis et les ambitions modérées.

IV. — Les concepts moraux

Mais ces facteurs historiques s'ils étaient les seuls à agir ne seraient pas d'une bien grande efficacité ; depuis des dizaines de siècles ce même rythme démographique est subi par presque tous les

peuples ; nous pouvons cependant constater que chez la plupart il n'a pas produit cette réflexion d'où découle la modération.

A d'autres époques bien des peuples ont eu des velléités d'expansion illimitée suivies de défaites douloureuses. Ils ont néanmoins continué à procréer avec la même intensité qu'avant ces événements.

La raison essentielle est que jusqu'à l'époque contemporaine, la conscience politique était étroitement limitée à des classes privilégiées ; le reste de la nation était la masse dolente qui supportait toutes les répercussions, toutes les conséquences bonnes ou mauvaises sans même en connaître la raison ni l'origine.

La nation n'a commencé à être tenue au courant des événements politiques, dans quelques pays d'Europe seulement, qu'à partir du XVIII^e siècle ; c'est alors que ces événements ont pu se réfléchir dans un grand nombre de consciences et être interprétés par elles.

Ce sont surtout les répercussions de ces événements dans l'ordre économique qui affectent intimement tous les individus. Il faut donc, même au point de vue des conséquences de la politique internationale, rechercher ces effets dans la vie économique pour être mieux renseigné sur ses conséquences véritables et les plus générales.

La condition économique d'un peuple, la façon dont est réglée chez lui la production, la consommation et la répartition déterminent en grande partie son genre de vie et par conséquent ses idées et représentations morales.

Il paraît donc y avoir chez les peuples civilisés un processus psychique fait des répercussions soit directement morales, soit d'abord économiques, des événements historiques du siècle dernier. Ce processus a abouti à des interprétations qui semblent n'avoir pas favorisé le croît. Cauderlier remarque que c'est du premier Empire que date la diminution de la fécondité féminine en France (1). De telles interprétations n'ont pas été faites précédemment. Par rapport à quels prémisses nouvellement admises ont été formulés ces jugements ?

La grande nouveauté qui apparaît à l'aube de l'époque contemporaine, au XVIII^e siècle, fut l'idée de la dignité humaine, dignité également répartie chez tous les hommes sans distinction de classe ni

(1) Les lois de la population en France, p. 125.

de rang. Elle apparut au même temps dans les principaux pays d'Europe, Rousseau et les encyclopédistes, Voltaire et les philosophes anglais la répandirent. Kant systématisa ses conséquences et en fit un corps de préceptes rigoureusement définis, et desquels il déduisit sa règle morale.

Déjà à plusieurs reprises dans l'histoire, on vit apparaître des philosophies fondées sur cette idée d'excellence et d'égalité.

Le Christianisme, pour ne citer que ce seul exemple, s'avança en libérateur au milieu des injustices sur lesquelles reposait la civilisation antique ; mais cette doctrine de rénovation sociale fut peu à peu transformée en pure foi religieuse. De même que les religions et les civilisations occidentales, islamiques ou chrétiennes ne peuvent pénétrer dans la population indoue qu'en se pliant au régime des castes (1), le Christianisme dès qu'il commença à se répandre, fut canalisé aisément dans l'armature sociale du Bas Empire et se conforma à ses cadres.

Toute l'organisation politique et sociale de l'Europe est sortie de cette combinaison des institutions du Bas Empire chrétien avec les coutumes des peuples germaniques ; c'est sur ce compromis avec, suivant les régions, prédominance d'un des éléments, que vécut l'Europe entière durant des siècles. L'égalitarisme limité y devint une affirmation purement platonique, rejetée à l'arrière plan de l'idéal : « les hommes sont égaux et frères en Dieu ».

L'idée d'égalité à elle seule devait, pour pénétrer et s'implanter dans la civilisation européenne, surmonter tous ces obstacles, formidables dans ces nations à constitution traditionnellement aristocratique.

Il devait résulter de cette profonde transformation morale et juridique, de violents conflits et un véritable bouleversement dans l'ordre psychologique, qui explique et justifie l'énorme activité de la pensée européenne provoquée par ces périodes de changements.

L'idée d'égalité est une première étape sur le chemin de la morale vers laquelle nous tendons et qui fait de la personnalité humaine, la valeur maxima.

Elle en fait la valeur humaine maxima d'une façon constante et sans accepter de modalités dans ce jugement, en attendant de faire

(1) Bouglé, Essai sur le régime des castes.

de cette même personnalité la valeur maxima dans l'ordre métaphysique. Il est probable que l'extension de l'idée d'égalité est due principalement à la division du travail ; on la retrouve dans sa forme la plus développée aux deux extrêmes de cette fonction, dans les sociétés où la division du travail n'existe pas, tous les membres étant à la fois guerriers et agriculteurs ou chasseurs, et dans celles où la division du travail atteint sa plus grande complication, chaque membre étant pourvu d'une fonction très spécialisée. Le fait dont Adam Smith avait fait la base de la vie économique, est probablement aussi le fondement de la morale. Déjà le domaine juridique est nettement acquis aux principes égalitaires ; la sanction du meurtre n'a plus comme mesure la qualité de la victime et, pour l'application des peines, la loi ne distingue pas suivant le rang du meurtrier.

La société, reconnaissant à la personnalité une dignité hors pair, tend aussi à lui conférer un maximum de liberté. Elle ne se reconnaît plus le droit de s'ingérer dans la décision suprême par excellence : être ou ne pas être. Nombre de législations reconnaissent le droit au suicide ; dans celles où, comme en Angleterre, existe une sanction légale, elle tend à tomber en désuétude.

L'expression théorique de cette conception nouvelle est toute entière dans la morale kantienne. Les règles de la morale pratique contiennent le fondement métaphysique de la morale conçue après la critique des métaphysiques d'ordre théologique. L'homme n'était jusque-là, qu'un moyen pour parvenir à la perfection de la justice absolue : « Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fit » ; il suffisait dans les relations humaines, d'une stricte justice commutative ; elle était la suprême injustice, mais les plus austères penseurs s'en déclaraient satisfaits. Ils s'en tiraient par une profession de foi fataliste ou par des subtilités métaphysiques à la Leibnitz.

C'est seulement au XVIII^e siècle que l'on s'efforce de fonder la morale et le devoir uniquement sur l'homme pris seul ou en collectivité comme « fin en soi », et non plus sur telle ou telle entité métaphysique auxquelles on le subordonnait.

Nous assistons alors à l'éclosion des différents systèmes de morale, Bentham, Smith, Rousseau, les Encyclopédistes, Kant, etc... et aux ouvrages développant leurs conclusions dans l'ordre juridique et pratique, de Montesquieu, Beccaria, etc...

Ce mouvement aboutit aux grands mouvements d'opinion d'où sortirent les différentes déclarations de droits, allant jusqu'à proclamer le droit au bonheur comme la déclaration américaine.

En elle-même et indépendamment des faits, cette nouvelle conception de l'individu fin en soi, et non plus instrument passif des besoins de l'espèce, implique que ce même individu s'attribue désormais le droit de juger, de discuter nombre d'actes, autrefois soustraits à son libre arbitre, de s'en abstenir s'il les juge incompatibles avec ce qu'il considère comme son bonheur.

Mais il faut pour que l'homme se décide à violer la loi jusqu'alors respectée ou à faire l'effort de secouer son inertie, une dépense d'attention. Il faut qu'il s'impose une contrainte nouvelle par la recherche, l'étude ou l'adoption d'une autre attitude, et qu'il sente la loi ou l'attitude traditionnelles inadéquates à ses conditions d'existence.

Nous revenons alors à la question que nous avons déjà été amené à poser : pourquoi la procréation, acte autrefois tout instinctif, est-elle devenue un acte réfléchi ?...

Pourquoi souvent, le plus souvent même, cette réflexion conclut-elle à l'inhibition ?... fait plus grave, pourquoi cette inhibition, de décision autrefois exceptionnelle, tend-elle à devenir l'acte habituel, irréfléchi, car il est certain que nos contemporains réfléchissent davantage pour procréer que pour s'abstenir, alors qu'autrefois c'était exactement l'inverse.

V. — *L'organisation familiale.*

Pour ne parler que de formes relativement récentes de l'organisation familiale, c'est-à-dire de celles dont l'étude appartient plutôt à l'histoire qu'à l'anthropologie, on peut constater qu'à une famille très intégrée et étendue correspond une grande fécondité. La famille patriarcale partout où on la rencontre de tous temps est extrêmement prolifique.

Des sociologues que pressait le désir de tirer des conclusions pratiques de toute observation, se sont hâtés de conclure que pour repeupler, il fallait donc revenir à cette forme d'organisation familiale. Le Play en découvrit dans certaines régions de la France, des vestiges. Il est facile de démontrer que dans toutes les régions rurales non encore entièrement soumises à un régime rigoureux de propriété privée, et plus encore dans les régions d'élevage, de libre parcours, la famille patriarcale se retrouve plus ou moins conservée. Ainsi toutes les formes de l'évolution sociale subsistent, ne serait-ce que par l'effet de la simple inertie, partout où des faits nouveaux ne

sont pas venus leur imposer une transformation. On peut dire que dans l'humanité la plupart des stades de l'évolution sociale sont encore représentés et vivants et que les survivances des institutions les plus lointaines se retrouvent dans les plus modernes. Mais cela ne signifie pas que l'on puisse remonter le courant de l'évolution (1) et revenir à des institutions passées, en s'appliquant à développer ce résidu. Celui-ci est le plus souvent une survivance en voie de disparition, quelque chose de suranné que l'organisme, occupé de s'adapter à de nouvelles conditions, tend à éliminer, non un germe en voie de développement.

D'ailleurs l'existence de la famille souche n'implique pas croît démographique considérable. Si elle produit une extrême fécondité des mariages, elle fait baisser par contre la nuptialité à un chiffre plus faible que sur aucun point du territoire français (2). Le Play comme A. Dumont s'accordent à reconnaître qu'elle est particulièrement douce pour les vieux célibataires, les vieilles filles notamment.

Dans toutes ces sociétés où prédomine cette forme patriarcale de la famille fortement hiérarchisée, la natalité est forte et presque toujours le croît considérable. Il semble que la famille patriarcale soit une entité dynamique, une force conquérante, douée d'une considérable faculté d'expansion. En fait nous la rencontrons toujours là où la vie est dénuée de complications, comme dans l'Europe méridionale où les mœurs sont d'une extrême simplicité, les besoins minimes. Son autre séjour d'élection est dans les pays encore vastes où l'appropriation des terres n'est pas un irritant problème, dans les pays de terres abondantes, les plaines russes, les terres communes où vivent les tribus de pasteurs arabes. Il en est de même dans les régions de la France où subsiste cette forme étendue, hiérarchisée et solidaire de la famille, régions montagneuses de libre pacage (région pyrénéenne étudiée par Le Play). Arsène Dumont dans ses monographies s'arrêta à l'étude de plusieurs cas bretons. Le docteur Bertillon dit : « Le domaine congéable fait que les paysans n'ont aucune raison pour restreindre leur natalité » ; nous avons là encore un type de famille s'étendant sur des terres abondantes.

(1) V. Tarde, *Les lois de l'imitation*.

(2) Cauderlier, *Ouvrage cité*, p. 89.

A quoi est dû le recul de la famille patriarcale qui est allé en s'affirmant au cours du dernier siècle?... On peut schématiquement décrire ainsi ce processus ; la famille patriarcale accroissant le volume de la société amène avec elle le besoin de spécialisation. Rien que dans le cadre restreint d'une même famille, deux frères ayant embrassé des carrières différentes tendent à se différencier. Ce n'est plus l'étroite ressemblance, la communion constante du métier commun dans la propriété commune. Les progrès de la division du travail ont amené toute la complication fonctionnelle de la vie sociale actuelle, le mécanisme des échanges et de la propriété. L'intégration totale de tant d'êtres devenus différents est devenue impossible. L'ancien type de famille a dû progressivement se relâcher jusqu'à la désagrégation.

Cette évolution s'est faite ou se fait d'une façon plus ou moins régulière, parfois rapide, parfois extrêmement lente. Elle tient probablement aux conditions économiques des peuples. Si les tribus arabes ont gardé cette organisation c'est que leurs conditions d'existence n'ont aucunement changé ; ils sont toujours pasteurs dans des immensités à peu près désertes. La Chine, malgré l'extrême densité de sa population, n'avait, du moins jusqu'à ces dernières années, aucunement varié. Elle n'était pas atteinte par l'industrialisme ni les autres formes modernes de production ou d'échange. Elle vivait sur des conceptions morales et sociales datant de l'antiquité et qu'elle n'éprouvait pas le besoin de changer, leur base économique étant la même.

Mais cette réduction de l'étendue du groupe familial, cette plus grande liberté laissée à ses membres n'implique pas que la natalité doit être diminuée jusqu'à la dépopulation. En France notamment, la hiérarchie familiale n'a jamais été très rigoureuse, principalement dans la bourgeoisie, et ceci même pendant les périodes de grand accroissement. La cause de la dépopulation doit donc être recherchée ailleurs. On serait tenté de la voir dans le relâchement du lien conjugal, mais le divorce, nouveau en France, est postérieur à la réduction de la natalité. Il a existé de tous temps dans d'autres pays sans avoir paru influencer sur leurs capacités prolifiques.

TROISIÈME PARTIE. — L'INFLUENCE DES FACTEURS ÉCONOMIQUES.

1. — Position de la question.

La restriction volontaire et consciente, le néo-malthusianisme,

principalement, n'a été pratiqué sur une grande échelle par un nombre croissant d'individus, qu'à partir du siècle dernier. Jusque là de rares théoriciens l'avaient préconisé plutôt par des déductions constructives de l'idéale cité, et de rares élites raffinées et corrompues l'avaient pratiqué. Les autres causes de dépopulation furent toujours d'ordre répressif, les famines, les épidémies, les guerres, les obstacles matériels empêchant le mariage, une formidable mortalité infantile, de très nombreux avortements ayant pour cause la maladie, la misère ou les traumatismes, résultant des périodes d'insécurité et de violence.

Durant l'époque contemporaine, du moins celle qui précède la guerre, il en fut tout autrement. Les épidémies furent peu importantes, grâce aux progrès des sciences médicales, les guerres brèves, relativement peu meurtrières et soigneusement canalisées par l'étroitesse des champs d'opérations et les règles du droit international. Seule la misère subsista, mais considérablement réduite dans ses effets homicides par les œuvres d'assistance. En tous cas on ne vit plus reparaître les grandes famines de jadis.

Pourtant l'on ne peut affirmer que la diffusion des pratiques néomalthusiennes soit due à une corruption générale des mœurs. Quelques mondaines peuvent redouter l'enfantement par désir de rester plus longtemps séduisantes. Mais cette crainte d'être « handicapées dans la course à l'amour » peut obséder quelques belles désœuvrées ; elle ne préoccupe pas beaucoup les ménages de petits bourgeois rangés, d'ouvriers aisés, voire de paysans, qui constituent la grande majorité des néomalthusiens.

Il y a donc certainement à considérer de nouveaux facteurs dont l'action ne se faisait pas encore ressentir efficacement avant le xix^e siècle. Successivement toutes les nouveautés ont été étudiées à ce point de vue. L'expérience nous a montré que la restriction existe chez les individus sociables par excellence, de mœurs honnêtes et correctes.

Arsène Dumont a constaté que partout où la condition des ouvriers était bonne, où ils étaient quelque peu embourgeoisés, leur famille était peu nombreuse. Là au contraire, où ils sont ignorants, malheureux et plus ou moins ivrognes, les taudis pullulent d'une lamentable progéniture. Les révoltés sont des impulsifs peu enclins aux calculs, aux considérations sentimentales ou à l'acceptation de compromis même avantageux.

Fait plus remarquable, il y a déjà longtemps, en 1884, un auteur

finlandais, Tallqvist, constatait qu'en France la natalité était partout inversement proportionnelle au nombre de livrets dans les caisses d'épargne. Le même fait a été observé tout récemment en Allemagne avec la même régularité (études de Mombert).

L'épargne révèle que la réflexion s'applique d'une façon particulièrement soutenue au côté économique de l'existence. Elle montre l'importance grandissante attachée aux problèmes d'économie domestique. Elle implique, d'autre part, une sociabilité supérieure ; les individus acceptent l'existence telle qu'elle se présente, essaient d'en tirer de menus avantages, et de s'assurer la stabilité dans l'échelle sociale. Elle implique l'esprit de modération, la répugnance pour les aventures et les changements brusques.

Rageot faisant la monographie de plusieurs catégories de familles bourgeoises arrive à des résultats qui peuvent paraître contradictoires au premier abord. Dans la bourgeoisie riche, ce qui déprime, c'est surtout l'instabilité des fortunes « plus faciles à faire qu'à conserver ».

Pour les fortunes instables, la peur de tomber à un rang inférieur peut devenir souvent une obsession qui, combinée avec le désir de jouir d'une richesse que l'on sent toujours prête à fuir, suffit à absorber entièrement. Pour les fortunes trop stables chaque nouveau venu qui participe à la consommation de l'unique revenu, apporte avec lui un appauvrissement de l'ensemble.

La famille est obligée d'adopter un genre de vie plus modeste, d'abaisser son « standart of life ».

Ce besoin de sécurité, de stabilité dont l'épargne est l'indice le plus sûr, et dont toutes les autres manifestations ne sont que d'autres développements, nous le rencontrons partout où la civilisation a accru le nombre des individus réfléchis en qui s'expriment les inquiétudes et les déboires du corps social tout entier.

Mais pourquoi cette prédominance de la solution statique sur la solution dynamique ? ... De tous temps il s'est trouvé des théoriciens homéopathes qui ont soutenu l'excellence de l'accroissement intensif, de la lutte, etc...

Pourquoi les nations qui ont suivi cette dernière impulsion finissent-elles par revenir à la modération démographique ? ... Parler de vieillesse serait abuser d'une comparaison toute verbale, une société n'étant pas comparable à un individu, à ce point de vue surtout.

Il y a donc dans nos sociétés modernes, tout un ensemble de faits

qui se traduisent dans la conscience sociale par une construction logique amenant des conséquences et des décisions que nous révèlent leurs effets. L'influence de ces faits que nous avons essayé d'analyser dans l'ordre historique est renforcée par des phénomènes économiques qui touchent l'individu de manière à la fois plus directe et plus continue.

II. — Etude des effets de la rente.

De toutes les théories importantes de l'Economie Politique c'est celle qui est le plus directement liée à la question de la population. Depuis Ricardo la tendance générale des économistes a été de lui accorder une place de plus en plus grande dans leurs explications. Au point de vue de la répartition de la population, on peut dire que le phénomène appelé rente foncière a joué comme une sorte de force centrifuge, poussant les individus à se répandre sur les terres nouvelles non encore ou faiblement appropriées. Ce n'est que lorsque celles-ci diminuent et que les hommes commencent à se sentir à l'étroit, que ce phénomène s'impose à leur attention. Il finit par leur apparaître comme une lourde rançon au progrès, et certains, comme les disciples d'Henry George, voient en lui le problème dont la solution résoudra les questions sociales.

Au point de vue démographique on peut dire que la rente est le plus doux (puisque autrement moins cruel que ce que Malthus appelle les obstacles répressifs) des freins opposés par la nature à l'accroissement désordonné de la population.

A l'époque de Ricardo les Anglais étaient à l'étroit chez eux, la question de l'alimentation nationale devenait chaque jour plus difficile à résoudre. C'est la veille des grands courants d'émigration et du vaste développement du prolétariat industriel qui effraya Malthus.

Moralement l'émigration est révélatrice d'un grave malaise, c'est une pénible extrémité à laquelle on ne se soumet point de gaité de cœur. Elle implique un véritable désespoir local. En dehors des caractères aventureux qui ont toujours constitué des exceptions, les individus émigrent, les ruraux, parce qu'ils n'ont plus assez de terre pour vivre, ou parce qu'ils n'espèrent plus trouver un salaire suffisant pour vivre en prolétaires. Aussi est-il logique de constater que dans les milieux jouissant d'une stabilité suffisante et ne disposant

que de trop lointains débouchés humains, une solution commodément adoptée est la restriction des naissances.

La France notamment, dès la Révolution, est presque entièrement mise en valeur au point de vue agricole. Les paysans étaient dès cette époque communément satisfaits de la répartition des terres. Tout excès de population survenant aurait produit une grave perturbation en provoquant nécessairement la prolétarianisation d'un grand nombre de petits propriétaires. Les forces de stabilité sociale et le sentiment familial s'opposèrent à ce phénomène.

Cette trop bonne répartition de la propriété rurale excluant le désir de s'expatrier par protestation contre une insurmontable injustice, est certainement parmi les causes de la décroissance de la natalité française au XIX^e siècle.

Cette observation nous permet une intéressante remarque théorique sur le processus par lequel la société, comme par un profond instinct de conservation, se défend contre la concentration des terres, qui amena déjà à plusieurs reprises d'immenses catastrophes historiques. De tous temps l'histoire nous permet de remarquer que la formation de grandes propriétés terriennes aboutit, sitôt que se produisent dans les masses des mouvements d'ordre moral basés sur l'idée d'égalité, à de profonds bouleversements dans lesquels sombrèrent d'entières civilisations. Encore ici, l'histoire du Bas Empire est édifiante. La concentration des terres issue du système fiscal, engendra dans les masses rurales le dégoût et la désaffection pour le régime. De terribles jacqueries compliquées de mouvements mystiques désolèrent certaines provinces. Les vagues barbares submergèrent, sans rencontrer de résistance, ces nations mécontentes pour qui tout changement permettait d'espérer plus de justice.

De même « *latifundia perdiderunt Italiam* » ; la République sombra lorsque disparut le petit propriétaire latin pétri de fortes vertus civiques et domestiques. Pendant un siècle le peuple romain devint une nation d'aventuriers qui possédait une effroyable avidité et le profond déséquilibre moral et économique qu'a décrit G. Ferrero (1).

De nos jours les événements causés par la guerre européenne ont démontré que les nations les plus menacées de bouleversements sont celles dont la propriété rurale est trop inégalement répartie.

(1) G. Ferrero. *Hist. de Rome*, II^e et III^e parties.

Dans les pays qui sont enfin satisfaits à cet égard, et en dehors même des considérations d'espèce individuelle, il se produit dans la société un mouvement de résistance contre les forces pouvant de nouveau compromettre cette stabilité péniblement acquise.

Le plus célèbre théoricien des perturbations sociales avait probablement ici, dans ces phénomènes résultant des accroissements de population, la voie tout indiquée pour annoncer une concentration de la propriété terrienne préparant de nouvelles expropriations. C'est justement la partie de son système où ses prédictions ont été démenties de plus en plus, à tel point que les marxistes les plus orthodoxes ont, sur ce point, renoncé à le défendre. En France notamment, ce qu'on a convenu d'appeler néo-malthusianisme a sauvé la petite propriété et assuré une stabilité sociale supérieure. De même que Malthus n'avait vu que l'implacable progression dans les sociétés qui l'environnaient, Marx a pu conclure par le spectacle de ce qui l'entourait, à une inévitable concentration. Ils n'ont pas tenu compte tous deux du fait que c'est en général lorsqu'une tendance atteint son paroxysme que naissent les mouvements contraires qui la modifient ou lui opposent une naturelle réaction.

Nos sociétés si complexes, d'un fonctionnement si délicat, courraient à une ruine inévitable si elles ne trouvaient ces bienfaitantes facultés d'atténuer les courants devenus dangereux dans les douloureuses expériences conscientes ou inconscientes qu'elles ont accumulées.

L'effet de la rente sous toutes ses formes, se réduit en dernière analyse à une résistance qu'oppose l'organisme social à tout nouveau venu. Cette force d'inertie faite de l'ensemble des droits acquis, chaque jour aggravés par ces phénomènes, fait payer un lourd tribut à toute entreprise nouvelle et tend à repousser un nombre toujours plus grand d'individus dans le prolétariat, en rendant plus difficile l'accession à la propriété.

Henry George a observé que partout où l'afflux de nouveaux venus donnait à un pays une suffisante population, l'appropriation des terres et des droits devient de plus en plus rigoureuse. Le paupérisme naît, va en croissant et produit cette conséquence inattendue de la prospérité publique qui étonna l'auteur « de Progrès et Pauvreté. »

La majoration résultant de la rente s'appesantit sur toute la propriété foncière, et par une conséquence immédiate sur tous les produits alimentaires, provoquant un renchérissement direct ou pro-

portionnel de la vie. L'individu « à la limite des capitaux », suivant l'expression des économistes anglais, éprouve davantage le sentiment d'être un homme de trop pour qui il n'y a plus de place au banquet de la vie. Il lui est difficile, même s'il accède à l'aisance, d'oublier ses difficultés de débutant. La grande densité de la population, dans des nations actives, augmente les compétitions, les occasions de frottement, de conflits et de colères.

Après Henry George, la théorie de la rente a été étendue et appliquée à d'autres domaines ; nous sortirions de notre sujet en exposant ici ses développements. Mais tous sont en dernière analyse plutôt décourageants au point de vue de la procréation. Il en résulte, en effet, que les difficultés de la vie matérielle tendront toujours à croître avec l'augmentation de la population.

Ces études aboutissent à constater partout, dans toute l'assiette de l'activité économique, des majorations toujours croissantes. La masse de la richesse acquise, du capital inerte devient toujours plus énorme. Elle annihile progressivement les salaires qui paraissent toujours plus réduits par rapport à cette masse. Tout le travail de la société est happé par les plus-values immobilières, celles des valeurs industrielles ou autres. Logiquement il apparaît que cette situation irait en s'aggravant au fur et à mesure que, la masse de la population croissant, la loi de la rente jouera d'une façon encore plus sensible.

De même la masse tout au moins nominale des capitaux résultant de ces majorations tend à faire baisser le cours des intérêts, rejetant dans le prolétariat un nombre croissant de petits rentiers qui furent économes. Or, l'expérience nous enseigne que rien ne coûte davantage à l'homme que de régresser dans son genre de vie. Les économistes du siècle passé ont vu leur attention attirée sur ce problème qui n'avait que fort peu préoccupé les précédents. En particulier, le dernier mot de l'école libérale a été une théorie désolée et entièrement dominée par ces considérations. Stuart Mill a poussé très loin le pessimisme.

Ce violent conflit entre les conceptions morales actuelles et ces phénomènes qui paraissent inéluctables, est une des principales causes du malaise moderne. L'attention a été si vivement attirée justement parce que c'est dans ce dernier siècle que la population s'accrut avec une rapidité inconnue jusqu'alors.

Peu à peu l'idée de revenu, d'intérêt, de rente, « d'unearned increment » est devenue la dominante de la vie économique ; auprès de

ces revenus l'insignifiance des salaires est apparue de plus en plus nettement. Le progrès d'une entreprise se traduit en majoration de son capital. La concurrence est devenue plus inexorable à mesure que le champ d'action reculait ses limites.

En résumé, la théorie de la rente révèle la plus grande faiblesse des sociétés dynamiques et en même temps elle décrit tout un ordre de phénomènes qui sont des freins aux accroissements disproportionnés.

Jusqu'à présent, les prévisions des économistes classiques ne paraissent pas avoir été erronées. En particulier, la loi du rendement non proportionnel peut être appliquée à ce problème tout comme elle l'a été par ses créateurs aux questions de la production. Il finit par arriver un moment où il cesse d'être avantageux d'accroître les moyens de production et la production elle-même. De même, il arrive un moment où les circonstances font qu'il cesse d'être avantageux d'accroître la population, celle-ci a une tendance à s'arrêter à une sorte d'étiage ou même à régresser.

Les travaux de l'école classique et de l'école mathématique ainsi que ceux des économistes hédonistiques, nous ont démontré que l'application rigoureuse des lois naturelles de l'échange ne peut être qu'amorale, en ce sens, qu'elles ne se préoccupent pas des répercussions qu'elles peuvent avoir sur les individus. La loi économique est un phénomène naturel qui se poursuit de façon quasi mécanique sans être influencé par des considérations de commodité humaine.

Si les conséquences de ces lois ne se sont pas produites avec la rigueur qu'on aurait pu attendre d'elles, c'est que justement, des faits moraux d'ordre plus spécialement sociologique se sont produits qui tendent à prévenir ce que ces conséquences auraient de trop rigoureux. Ainsi des lois sociales et des organisations nouvelles sont intervenues tâchant de remédier en partie à l'inégalité des parties contractantes en matière de louage de travail. Elles font intervenir chaque jour davantage la société jusque dans les conventions entre individus. Les valeurs morales ont subi également plusieurs transformations tendant pour la plupart à réagir contre l'attitude passive qui consistait à laisser s'exercer les lois naturelles sans réaction aucune. Au nombre de ces réactions se range l'attitude nouvelle en matière de procréation.

De cette complication croissante, matérielle et morale de la vie sociale, de ce conflit entre la passivité traditionnelle et la tendance

nouvelle à prendre conscience, ériger en objet de science, dialectiquement intelligible, des faits jusqu'alors soustraits à la connaissance, résulte une tension des esprits inconnue des époques passées.

La psychologie nous enseigne que le jeu des fonctions organiques est normalement inconscient ; c'est lorsqu'il s'y manifeste quelque perturbation provoquant des réactions sensorielles douloureuses que ces fonctions deviennent perceptibles à la conscience. En d'autres termes, c'est la souffrance qui appelle l'attention. Notre époque est celle où la conscience de certains maux sociaux est devenue particulièrement vive, parce que leur connaissance, jusque là réservée à quelques initiés, s'est diffusée ; peut-être justement parce qu'ils avaient fait sentir très vivement leur acuité et que la conscience sociale s'est jugée, de par l'outillage matériel dont elle dispose maintenant, en état de les combattre.

La complication des institutions modernes a exigé de l'individu un effort physique considérable qui l'a à la fois exercé et fatigué. Il l'a rendu apte à critiquer les fonctions défectueuses, mais il a aussi accru sa sensibilité qui le fait souffrir de choses qui l'auraient autrefois laissé indifférent. De là ces valeurs affectives nouvelles, la sympathie, le sentiment d'égalité ; mais aussi le nervosisme, la fatigue qu'engendre l'hyperattention, le surmenage dont l'auteur de « Dégénérescence » attribue la cause à cette complication.

III. — *L'incidence dans l'Economie moderne.*

En fin de compte et par le jeu de l'incidence qui a été longuement analysée et discutée par les économistes, l'enrichissement d'une société accroît de plus en plus le fardeau des charges individuelles. C'est peut-être la tare des sociétés dynamiques que cet accablement progressif des individus qui les composent.

Les plus-values résultant de l'augmentation de la population ou de la prospérité que donne par exemple l'ouverture de nouveaux débouchés — et ceux-ci consistent en somme, en un accroissement du nombre des consommateurs — multiplient la masse des capitaux. La rente augmente la valeur des immeubles, le prix des valeurs mobilières monte. Le capital circulant et disponible représentant la mobilisation de ces richesses s'accroît. Malgré que la baisse de l'intérêt soit souvent la conséquence de cette abondance, dans l'ensemble, les sommes prélevées sur le travail pour la rémunération

des capitaux augmentent. Si l'on admet l'existence approximative d'un « wage fund », on peut dire qu'en économie naturelle, lorsque s'accroît l'ensemble des revenus, le wage fund grossit dans une proportion moindre que les autres.

En pratique, le siècle dernier a vu jouer des correctifs puissants ; lorsque l'afflux des capitaux est devenu très considérable, l'exportation a joué. De grandes entreprises se sont fondées dans des pays nouveaux, au moyen des capitaux dont l'emploi dans leur pays d'origine avait cessé d'être rémunérateur. Enfin, en dernier lieu, la guerre a été une liquidation massive qui a consommé des masses énormes de capitaux.

Mais, dans l'ensemble nos sociétés tendent à être toujours embarrassées par l'excédent même de leurs capitaux ; elles ont toujours plus de difficultés pour leur trouver un emploi et une rétribution convenable. La loi des salaires telle que nous la définit Ricardo, résoud la question par une compression dans la rémunération du matériel humain, surtout lorsque celui-ci est abondant. « Si le nombre d'hommes, dit-il, dépasse les besoins de la production, rien ne s'oppose à ce que le salaire tombe au-dessous du minimum de vie, il n'est pas nécessaire que tous vivent. »

En fait si dans certains pays à nombreuse population ouvrière, on a pu maintenir les salaires à des taux qui permettent une certaine aisance, c'est grâce à des mesures interventionnistes. En Amérique, par exemple, sans la lutte des syndicats et des pouvoirs publics contre la main-d'œuvre de couleur, il est probable que le salaire serait identique à celui des coolies chinois. De même dans nombre d'entreprises on peut dire que la convention de travail participe du contrat de bienfaisance plutôt que du contrat strictement commutatif.

Au point de vue de la civilisation ces difficultés ont été précieuses. Sans l'excès des capitaux, l'avilissement fréquent de la main-d'œuvre et les surcharges fiscales des vieilles nations, jamais tant de pays neufs n'auraient été peuplés et mis en valeur. Mais ces conséquences n'ont fait qu'accroître encore ces difficultés qu'elles avaient un moment simplifiées. Les pays nouveaux sont souvent devenus des concurrents, en tous cas ils se sont mis à leur tour à accumuler des capitaux, de là des compétitions exacerbées qui ont fini par embraser le monde. Les progrès de la technique financière et industrielle permettent à tous les peuples de devenir producteurs, puis alléchés par les premiers profits, surproducteurs. Les questions de douanes, de

débouchés etc..... tendent à devenir insolubles et rendent difficilement évitables de coûteux armements.

Tous ces faits se répercutent sur la vie morale des sociétés conformément à la loi d'incidence. Peut-être contribuent-ils à donner davantage un sentiment d'instabilité qui est plutôt déprimant, surtout au point de vue familial. En même temps que dans l'ensemble et par suite de ces phénomènes d'incidence, le coût de la vie tend à augmenter, suivi à distance par l'augmentation des salaires. La tension nerveuse, l'effort plus grand exigé par la vie moderne, réclament, pour réparer cette fatigue, une nourriture plus substantielle, des conditions de logement plus hygiéniques. Encore cela n'empêche-t-il pas toujours les progrès de la tuberculose qui est la forme moderne d'élimination pour les individus insuffisamment sustentés.

Le « Standard of Life » moyen, l'évaluation approximative des besoins considérés comme des minima, et qui fait partie dans une société des institutions, puisque cette évaluation est admise par tous, tend à s'élever.

Une solution communément adoptée est le dédoublement du travailleur. L'unité de travail cesse d'être le ménage, le travail féminin s'ajoute à celui du mari. Solution défavorable à la procréation s'il en fut.

Les crises rappellent périodiquement la fragilité de la vie économique. C'est justement dans les pays en plein développement, à la prospérité rapide, qu'elles sont les plus soudaines et les plus graves. Cela peut permettre de supposer qu'il y a lieu de les mettre en relation étroite avec ces deux phénomènes quasi corrélatifs, la rente et l'accroissement de la population. Il est évident que les premières victimes, en tous cas celles qui ressentent immédiatement sous forme de privations les effets des crises, sont les individus qui ne possèdent pas de réserves pécuniaires, permettant d'attendre les temps meilleurs. Ils passent au rang d'hommes dépassant les besoins de la production, et, sans les mesures de la charité, les pooks laws contre lesquelles s'est élevé Malthus, paraissent devoir être voués à l'élimination totale et définitive. Peut-être est-ce le sens sociologique des crises, elles remplaceraient en temps normal les famines autrefois si efficaces, mais dont les effets sont difficilement réalisables aujourd'hui, surtout à cause du développement des transports. Faut-il en conclure qu'il y a dans la physiologie sociale, un besoin d'élimination périodique et massive d'individus ?

Chaque fois que par suite de ces incidences retombant toujours sur

elle, la vie devient plus chère ou plus difficile, ce fait peut être interprété comme une restriction du droit à l'existence puisqu'il faut faire un plus grand effort pour simplement exister.

En tous cas, parce qu'il est immédiatement acculé à la misère, au moindre accroc dans le bon fonctionnement de l'organisme économique, il n'y a rien d'étonnant à ce que le prolétariat soit considéré comme hypersensible à ces perturbations. C'est ce qui explique que les classes aisées, bourgeois, paysans et ouvriers aient une telle horreur de retomber dans la condition de prolétaire. Très souvent ils voient dans la restriction de leur progéniture le moyen d'éviter à leurs descendants cette perspective.

De là un développement considérable de la classe moyenne, petite bourgeoisie urbaine et petits propriétaires ruraux, grâce auxquels notre civilisation a pu éviter la catastrophe que prédisait Marx et qu'il voyait au bout du schéma qu'il avait tracé. La classe moyenne a constitué entre l'antagonisme difficilement conciliable des grosses fortunes et du prolétariat un état-tampon qui est l'élément modérateur, également porté à comprendre les deux adversaires.

Il est à ce propos remarquable de constater que c'est dans les pays parvenus au stade où il est à craindre pour la paix sociale de voir la concentration des entreprises s'accuser de façon excessive, que se produit la restriction démographique. Et cela indépendamment de la race et de la religion, en dehors même le plus souvent du passé politique. Après la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, les Dominions australasiens marquent une diminution du taux des naissances.

IV. — Les lois de capillarité.

De nombreuses analyses ont été faites de milieux sociaux relativement à la question qui nous occupe. Leur caractère fragmentaire saute aux yeux. Tout d'abord l'arbitraire avec lequel est faite cette délimitation des milieux considérés. Si l'on examine celle d'Arsène Dumont, on voit qu'il a une remarquable tendance à toujours subdiviser en espèces souvent contradictoires, les milieux ouvriers qu'il a observés, et où il tendait tout d'abord à ne voir qu'une classe homogène. En fin de compte et à mesure que l'observation serre de plus près les objets et les observe en détail, elle tend à subdiviser encore, et le terme de cette tendance serait l'étude exclusive de cas individuels.

De plus la détermination même de la classe est arbitraire. Dans la réalité il y a de nombreux cas intermédiaires ou difficiles à classer. Dans les classes moyennes les cas de ce genre sont innombrables et constituent autant d'espèces.

Une étude psychologique ne peut pourtant faire fi de ces espèces. Mais elle risque de n'être qu'une analyse presque exclusivement littéraire, ou en généralisant hâtivement d'être, à la fois, hors de la littérature et hors de la science, car il ne suffit pas de généraliser.

Plusieurs auteurs ont résolu ainsi le problème en le rattachant à tel ou tel groupe. Ils ne pouvaient pas éviter les contradictions qui surgissent à chaque pas dans cette périlleuse entreprise. Souvent des œuvres commencées dans des intentions de recherche se sont terminées en louable apologétique. On ne peut entreprendre l'étude d'un phénomène social sans essayer de le délimiter d'abord, ensuite de le rechercher dans ses manifestations les plus dégagées des contingences individuelles.

Le choix des sujets à observer est une embûche permanente. Justement parce que trop commode et faisant croire qu'illustrer une proposition dispense de la démontrer.

Parler du fonctionnaire, de l'ouvrier, du cultivateur, etc... c'est ignorer volontairement qu'il en est diverses sortes. Quant à rechercher un type moyen, il finit pour peu que l'on se montre rigoureux dans la délimitation de ses caractères, par devenir une forme vide. Car si un individu ne peut à lui seul contenir la totalité des causes d'une tendance sociale, il est bien rare qu'une de ces causes se retrouve exactement chez tous.

Ainsi les déductions qui ont été tirées de monographies de ce genre et en particulier les plus connues, celles d'Arsène Dumont, pèchent-elles par le même défaut. La loi de capillarité n'est-elle pas une déduction hâtive? Du fait que les ouvriers à tendances bourgeoises sont sensibles aux considérations d'un modeste confortable, peut-on inférer que la vie politique les attire et les stérilise?

On a aussi beaucoup discuté sur la condition actuelle de la femme. Il est difficile de généraliser à ce sujet. Dans l'ensemble les aspirations de la femme ne paraissent pas avoir changé bien profondément. La meilleure preuve en est dans le nombre de mariages. S'il y avait chez elle un désir d'émancipation très vif, il est probable qu'elle désirerait moins le mariage. D'autant moins qu'il comporte une sérieuse diminution de la femme au point de vue juridique. Quant au travail des femmes, ce n'est pas un fait nouveau, surtout

en France, d'ailleurs les femmes ne le désirent pas, c'est souvent une nécessité à laquelle elles se soumettent sans plus.

Tout au plus la capillarité signifierait-elle que la vie politique a cessé d'être réservée à quelques-uns. Elle est tout au moins portée à la connaissance de tous. Par là elle se rattache à la tendance générale à l'assimilation juridique des individus, autrement dit à la tendance vers l'égalité. Mais il ne faut pas oublier que cette tendance résulte en grande partie de la division du travail. Justement celle-ci rend inconcevable que la politique soit également dévolue à tous, et il est difficilement admissible de soutenir que chez les ouvriers ou les paysans la procréation est devenue un acte réfléchi qui est discuté par la conscience, uniquement parce qu'ils aspirent aux charges de l'Etat. Cette proposition est en dernière analyse celle de certains interprètes de Dumont.

A côté de celle-ci existe la capillarité au sens économique du mot, c'est-à-dire le désir qu'ont les individus d'améliorer leur condition, de monter dans la hiérarchie sociale. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Il suffit de lire les satiriques de tous les temps pour en retrouver les traces. Mais en tant qu'elle s'applique à la grande masse, à l'artisan ou au petit paysan, il n'est pas légitime de l'assimiler à la mégalomanie de quelques personnages de roman. Elle n'est qu'un instinct d'économie, de défense. L'individu cherche à se prémunir contre les contingences. Il cherche à se stabiliser, à consolider sa situation sociale.

Cet instinct de stabilisation est inséparable de toutes les sociétés où existe la propriété. Il croît en vigueur avec la rigueur et la généralité de l'appropriation, d'autant plus qu'il ne subsiste aucune différence juridique entre les individus et qu'il n'est d'autre déclassement véritable que la pauvreté.

Ainsi s'explique l'effort de toutes les classes dans nos sociétés pour se stabiliser, n'être plus sujettes à des renversements de situation. En dernière analyse, les syndicats ouvriers, comme les patronaux, les cartells, etc., sont une des manifestations de cette tendance, le besoin de se mettre à l'abri, de se prémunir contre les rigueurs de la loi de l'offre et la demande, la concurrence et ses redoutables facultés d'élimination. Nous avons vu comment cette tendance peut influencer sur la natalité et le croît.

CONCLUSION.

La restriction des naissances, conséquence du fait que l'attention a été attirée sur les conséquences de l'accroissement de la population, est-elle un bien ou un mal ? Il est évident qu'il est impossible de répondre à cette question d'une façon absolue. Ici comme en toute chose, il faut faire une large place aux circonstances. Il est surtout délicat pour l'individu de juger une question qui le dépasse tellement, et où la société seule a qualité pour répondre et imposer les solutions qu'elle a choisies. On peut même se demander s'il n'est pas illusoire de vouloir agir sur des phénomènes d'une si large envergure et dont les causes elles-mêmes sont à peines pressenties.

Le fait même que la conscience sociale est sollicitée par ces problèmes n'implique pas qu'elle doive adopter la solution restrictive. Dans d'autres sociétés elle a adopté non moins impérieusement la solution opposée, une très nombreuse progéniture était considérée unanimement comme le plus grand des biens. Ceux qui avaient peu ou pas d'enfants inspiraient la pitié. Au contraire, des sentiments tout autres sont apparus de nos jours, la réprobation s'attache à celui qui a procréé inconsidérément. On estime qu'il a mal agi envers les enfants et envers la mère. Au fond c'est la même commisération qui fait naître tant de lois et d'œuvres d'assistance en faveur des mères et des familles nombreuses. Les jurys qui reflètent le mieux l'opinion publique, hésitent à appliquer à l'avortement la rigueur des textes. C'est signe que ceux-ci ne répondent plus à la conscience actuelle.

Tous ces faits qui se vérifient également dans tous les pays, démontrent la force de la tendance à moins procréer. Justement parce qu'elle est si forte et si générale, il importe à ceux qui voudraient la combattre de ne pas choisir à la légère des moyens qui risqueraient d'aller à l'encontre d'un but cherché. Il faudrait aussi que les méthodes préconisées fussent propres à agir d'une façon suffisamment étendue. Des remèdes qui n'agiraient que sur quelques facteurs, seraient inopérants.

La plupart des auteurs se sont contentés de rechercher des remèdes dans les limites du droit familial et dans les modifications à apporter aux coutumes régissant l'actuelle vie de famille.

On a violemment attaqué le régime successoral actuel.

Le partage égal a surtout été incriminé. Mérite-t-il tant d'accusations (1) ? Nous le voyons fonctionner dans des pays de natalité et de croît très forts, en Italie par exemple. En Allemagne il ne paraît pas avoir eu d'influence sur la natalité, puisque celle-ci a été longtemps très forte sous ce régime puis tendit à diminuer sans qu'il eût subi de modifications. Enfin les mœurs seraient plus fortes que les lois. Il résulte d'enquêtes faites auprès des notaires que très peu de pères de familles songent à se servir de la quotité disponible pour avantager l'un de leurs enfants. Une telle mesure est considérée comme immorale. Il est probable que le rétablissement du droit d'aînesse pousserait au régime rigoureux du fils unique, par répugnance à créer des déshérités, surtout dans les familles bourgeoises qui seraient fort embarrassées de ce prolétariat. En France, la haute noblesse qui était surtout intéressée par le droit d'aînesse, fut de bonne heure une classe peu féconde.

Nous ne parlons que pour mémoire de quelques projets comme celui du Général Toutée, pratiquement irréalisable, et d'autres qui ne constituent que des perfectionnements de détail, dont plusieurs ont été adoptés (2).

L'école de Le Play préconise un retour à l'état patriarcal. Malheureusement il ne suffit pas de cette conviction pour rendre ce programme praticable. Au XVIII^e siècle les philosophes vantaient pareillement les beautés de l'état de nature. Mais le chercheur doit d'abord essayer de démêler vers quelle direction nous poussent les événements. Si ensuite il peut connaître quelques-unes des causes de ce mouvement, il pourra esquisser un projet de canalisation, de déviation, mais en tenant grandement compte de ces tendances sociales qui sont des faits et non de pures abstractions poétiques. On ne peut contrecarrer un mouvement qui est la résultante de nombreuses causes impossibles à dissocier entièrement puisqu'elles se sont emmêlées en un produit nouveau.

Les systèmes de primes et d'encouragements d'Etat peuvent-ils avoir une bien grande efficacité ? Malthus y croyait, de là sa campagne contre les lois d'assistance. Dans les villes les primes n'agi-

(1) Cf. René Worms. Natalité et régime successoral.

(2) Cf. Lyon-Caen *in* Rev. hebdomadaire. Enquête 1909.

raient probablement pas beaucoup, elles sont toujours au dessous du coût véritable de la première éducation, elles ne compenseront jamais la perte de temps, si la mère travaille, l'exiguité du logement, etc... On peut se demander si cet encouragement ne portera pas surtout sur les individus de faible moralité qui n'hésiteront pas à battre monnaie de leur progéniture. Ce serait une sélection inquiétante. Dans les campagnes il faut remarquer que l'attribution des primes laisse intacts les autres facteurs incriminés par les analyses, la capillarité, l'incidence, la question successorale, etc. Si l'on veut néanmoins que ce système agisse, il faut que les primes soient attribuées de bonne heure, au troisième enfant par exemple. En reculer la limite d'application rendrait la mesure trop lointaine, presque illusoire. Enfin il est à craindre que de tels encouragements n'aillent à l'encontre de leur but, qu'ils ne soient une propagande à rebours. La méfiance paysanne qui est peu sensible à des considérations d'ordre général, sera éveillée. L'horreur malade de jouer le rôle de dupe, la fera balancer, attirera par trop son attention sur ce problème d'économie domestique. Or la conclusion qui s'est le plus nettement dégagée de toutes les observations précédemment exposées, c'est que la réflexion est nuisible à la fécondité chaque fois qu'elle la discute. Penser c'est s'arrêter d'agir.

Tous les auteurs sont d'accord pour constater l'inefficacité des mesures négatives, des dégrèvements d'impôts. L'allègement du service militaire serait séduisant. Mais on ne peut demander d'avoir une nombreuse progéniture aux conscrits de 20 ans. Quant aux exemptions qui consistent à ne pas mobiliser les pères de famille nombreuse, leur efficacité pour être déterminante est liée à la fréquence des guerres exigeant la mobilisation générale.

Les mesures les plus incontestables, celles sur lesquelles de bonne heure l'unanimité s'est faite, visent avant tout à sauver l'enfance déjà existante. La diminution de la mortalité infantile constitue un appoint immédiat et sérieux. De grands progrès ont été réalisés dans l'assistance aux femmes enceintes et aux nourrissons. On peut craindre cependant que les lois relatives au travail des femmes enceintes ou allaitant ne soient un obstacle à ce qu'elles trouvent du travail.

En France en particulier il est certain que de grands progrès peuvent être faits dans la voie de la réduction de la mortalité. Alors que de 1870 à 1880, le taux de mortalité en France était égal au taux anglais, ce dernier n'atteint plus actuellement que les 5/7 du

taux français. L'Angleterre a réussi à ramener le taux de mortalité de la première année de 163 décès pour mille naissances en 1899 à 80 décès en 1920. C'est un exemple très probant.

Les mesures répressives sont d'une simplicité séduisante qui dispense de faire aucun effort de recherche ; elles conquièrent d'emblée les redoutables ingénuités. La répression de l'avortement ne servirait qu'à immoler en grande pompe quelque bouc émissaire. D'ailleurs, en elle-même la pratique de l'avortement n'est pas un facteur de dépopulation. Tous les peuples orientaux de la Chine au Maroc l'ont toujours pratiqué et possèdent une technique et une thérapeutique très efficaces. Ces peuples sont pourtant les plus féconds de la terre, leurs femmes y recherchent la maternité comme une consolidation de leur situation sociale et familiale. Elles n'ont recours à ces procédés que pour « sauver la face » en cas de besoin, lorsqu'il n'y a pas moyen de donner une apparence licite à leur maternité.

M. Gide croit qu'il sera difficile de décider les ouvriers à accroître le nombre de leur progéniture et cela faute d'arguments qui puissent les persuader (1). Mais il espère que la bourgeoisie pourrait être persuadée au point d'avoir des familles de quatre ou cinq enfants. « Pour réveiller la classe bourgeoise il faut compter moins sur le sentiment du devoir social que sur une intelligence plus pénétrante de ses véritables intérêts ». En réalité le sentiment de l'intérêt de la classe n'existe pas dans la bourgeoisie, elle est trop proche du peuple dont elle est originaire et dont elle voit à chaque instant des individus accéder à son niveau. Le peuple non plus n'a guère la « conscience de classe » qui ne hante que les socialistes militants. Il ne faut pas oublier la proportion énorme d'aspirants bourgeois, ouvriers et paysans, jouissant d'une petite aisance. Les journaux modérés manifestent un douloureux étonnement quand on parle d'antagonisme de classes et expriment en cela des idées de leurs lecteurs qui sont la grande majorité.

Quant à la loi économique « l'homme est un débouché pour l'homme », bien qu'elle soit exacte, peut-elle agir comme un déterminant suffisamment fort pour décider les individus ? L'expérience enseigne que les idées générales ont eu rarement cette force.

D'autres points de vue ont été discutés qui touchent de plus près

(1) Rev. hebdomadaire, loc. cit.

les mœurs. On a beaucoup parlé de l'éducation des femmes, de leur rôle dans la société, de la formation des jeunes filles. Il est impossible en ces matières de formuler des propositions basées sur un milieu homogène. Suivant le milieu, la fortune, les idées personnelles, les circonstances de toutes sortes, les hasards du caractère et du tempérament, toutes les données varient. Le passé ne peut guère nous renseigner à cet égard. La situation juridique est à peu près la même, puisque les régimes matrimoniaux sont presque calqués sur ceux qui ont précédé le Code civil. Quant aux mœurs, sur quelles données se baser pour les proclamer meilleures ou pires qu'aujourd'hui ? Faut-il conclure que l'aboutissement de la civilisation actuelle est un état stationnaire, voire même une régression de la population ? D'aucuns ont admis cette solution qu'ils ont rattachée à l'idée qu'ils se faisaient de la vieillesse des sociétés. Avant qu'on se rendît bien compte de la généralité du phénomène de l'abaissement du taux de la natalité dans tous les pays civilisés, cette théorie a été pour beaucoup, des Allemands surtout, une arme de combat. Ils opposaient la jeunesse de leur race à la prétendue sénilité de la nôtre. Ils ont démontré maintenant qu'ils vont plus vite sur cette pente où nous les avons précédés, que nous n'y avons jamais couru. Que signifie au juste la vieillesse d'une société ? Physiologiquement ce mot n'a aucun sens, les données statistiques ne démontrent ni une moindre aptitude à la fécondité (rareté des femmes stériles) ni une dégénérescence physique quelconque. Au contraire la mortalité est plus forte en général dans les pays très féconds par suite d'une hygiène défectueuse (Russie, Chine, Italie, etc.) Tout au plus la sénilité d'une société peut être décélée par un affaiblissement du tonus psychique, les volontés se détendent ou un malaise se fait sentir qui énerve la conscience sociale.

Il ne peut être question que d'un malaise de ce genre. Nous avons essayé d'en analyser les causes. Peut-être certains phénomènes de la civilisation actuelle sont-ils parvenus à un optimum. Par suite de transformations survenues dans les sociétés, il y aurait des tiraillements, certaines institutions peuvent avoir cessé d'être adéquates à l'organisme actuel.

Est-ce à dire qu'une civilisation parvenue à ce stade est condamnée, qu'il ne lui reste plus qu'à attendre la mort, ou la destruction violente qui permette de lui substituer une société établie sur d'autres bases ?

C'est une thèse qui s'arme d'une argumentation imposante. En

physiologie Metchnikoff a montré qu'il n'y avait pas lieu de trop célébrer la sollicitude de la nature providentielle. Il a appelé l'attention sur l'existence de fonctions nuisibles à la vie, de sécrétions toxiques, etc... En un mot il y aurait dans chaque organisme des éléments d'auto-destruction propres à abrégier la durée de son existence (1). Ainsi des sociologues ont suggéré qu'il y a pareillement des fonctions dissolvantes ou meurtrières, ou plus simplement que le simple développement des tendances qui ont d'abord fait la grandeur d'une société, finit par en provoquer la destruction. Chaque forme de société aurait un aboutissement catastrophique résultant au besoin de ses perfections elles-mêmes.

En réalité on ne peut extraire de l'histoire une loi aussi rigoureuse, pas plus d'ailleurs qu'on ne peut en déduire des vues exagérément optimistes. Les deux solutions, l'évolution et la catastrophe suivie de substitution violente, se sont fréquemment réalisées. Le plus grand danger serait que le niveau différent des civilisations produisant de grands écarts dans la population et la natalité des différents pays, le chapitre des grandes invasions ne fût rouvert comme à la fin de l'Empire romain. Il est vrai qu'il faut faire la part des progrès de la technique guerrière, mais il y a toujours des âmes charitables pour les enseigner à tout venant. Il y aurait à craindre aussi que l'état stationnaire ne devînt ensuite dépeuplement et que la civilisation ne fût anémiée jusqu'à régresser.

Mais il est douteux que des organismes de l'envergure de nos sociétés se résignent facilement à une telle fin. Et c'est justement parce qu'ils font preuve en toute chose d'une moindre résignation que nous assistons à ces faits nouveaux. L'homme étant devenu bien décidément la valeur maxima, des souffrances autrefois considérées comme inévitables ne sont plus acceptées. La conscience sociale se révolte devant le paupérisme, la maladie, la guerre, en général toutes les souffrances qu'elle considère comme imméritées.

De même la conscience sociale paraît ne plus accepter l'instabilité des conditions qui l'a trop vivement affectée durant le dernier siècle. Les privilèges ayant été supprimés qui donnaient à la société une assise ferme, sinon juste, les hommes n'ont eu pour déterminer leur place que leur degré de richesse. Or les phénomènes économiques

(1) Metchnikoff. *Revue de Paris* 1912.

au dernier siècle ont cruellement démontré combien décevante est cette base et cela d'autant plus que l'inflation, l'incidence, la rente foncière, les crises ont joué avec une énergie inconnue jusqu'à cette époque. De tous côtés on a cherché à se prémunir contre les causes de trouble. Un plus vif sentiment d'anxiété pour la situation familiale a appelé l'attention sur les générations à venir. La responsabilité envers elles a été d'autant plus mise en lumière que la procréation a cessé d'être uniquement un hasard imprévisible. Faut-il en conclure que cette réduction est une des antinomies du progrès, comme celle qu'Henry George a étudiée dans « Progrès et Pauvreté » ? Notre civilisation a peut-être trop demandé à l'individu d'effort incessant à la fois pour se maintenir et pour s'élever. En même temps dans la vie morale tend à s'introduire un changement d'attitude dont nous avons essayé d'étudier les causes. Pour que les actes anormaux se soient multipliés, il faut que les occasions de souffrir soient plus nombreuses. Il est probable que les terribles conséquences des insolubles conflits nés de l'industrialisme, de la surproduction, le régime de la paix armée etc., ne font qu'accentuer la tendance actuelle. La règle du travail qui paraît être de plus en plus la base de la morale donne dans la pratique des résultats décevants. Alors que la division du travail convainc de l'égale utilité des tâches, l'inégalité des rétributions aboutit à des résultats difficilement justifiables. Il se révèle que la vie moderne est devenue un organisme trop compliqué pour être abandonné aux lois d'antagonisme et de lutte aveugle entre classes et entre nations. L'association de plus en plus étroite, l'entraide est la condition de vie des organismes à mesure qu'ils s'élèvent dans l'échelle des êtres.

En dehors de ces considérations qui sont de nature à provoquer un sentiment de fatigue et de découragement dangereux, il est très possible que la mentalité moderne s'achemine vers une tendance qui rappelle celle de certaines formes des sociétés antérieures. En particulier l'anthropologie rencontre l'idée d'égalité dans les civilisations primitives. Par exemple, à la base des clans. Là tous les individus étaient réputés descendre d'un ancêtre commun (1). Cette idée est reparue, ranimée par la complexité même de notre civilisation dont aucun ne peut plus prétendre incarner l'universalité ; la spécialisa-

(1) Durkheim, Les formes élémentaires de la vie religieuse.

tion inévitable et croissante est l'acheminement vers une vie morale intense et unanime.

Dans ces sociétés primitives l'enfant intéresse tout le clan, il ne concerne pas spécialement ses parents. Il est réputé fils du clan entier puisqu'il est comme une incarnation de l'ancêtre commun. De nos jours renaît l'idée que l'enfantement est une fonction sociale. Bien plus on paraît nous dire qu'il intéresse davantage la société que la famille. De nombreuses mesures législatives en faveur de la maternité et de l'enfance viennent confirmer cette attitude. Peut-être est-ce une manifestation de l'idée de confraternité qui semble percer à travers les tribulations de ce siècle.

D'autre part, l'histoire nous montre que les civilisations les plus durables ont été en général basées sur une rigoureuse hiérarchie allant jusqu'au système des castes. Il y a peu d'exemples de grands empires dans lesquels la stabilité ne fût pas assurée par ce moyen. Dans l'antiquité occidentale, les grandes divisions de la population, esclaves, hommes libres, plèbe, noblesse etc..., étaient fondées sur la naissance. Lorsque sous le Bas-Empire la hiérarchie de fonctionnaires fut substituée à l'ancienne, elle se consolida rapidement et aboutit à renforcer les prérogatives tenant à la naissance.

Les directives actuelles paraissent résolument hostiles à toute hiérarchie basée sur la naissance. Les derniers privilèges qui peuvent s'y rattacher sont difficilement supportés, le népotisme qui paraissait tout naturel autrefois ne s'avoue plus, l'héritage lui-même est malaisément justifié, chaque fois que la législation fiscale le frappe la désapprobation n'ose s'exprimer nettement.

Il est probable que nous assistons aux tâtonnements des diverses sociétés modernes qui aspirent à voir se clore l'ère des fièvres de croissance et à s'acheminer vers un état plus équilibré.

L'association professionnelle sur laquelle tant de grands esprits ont fondé de vastes espoirs, est-elle la forme d'organisation spontanée des sociétés destinée à jouer le rôle que remplirent les castes?

Nous avons dans l'histoire quelques exemples d'organisations analogues, mais où le classement des groupes d'après leur occupation principale était surtout dominé par l'idée de hiérarchie résultant de l'inégale dignité des fonctions (1). La vie moderne fourmille de

(1) Cf. Bouglé, *Essai sur le régime des castes*, p. 217.

survivances de cet état d'esprit. Il peut sembler que l'évolution actuelle va vers le sens opposé. En même temps, s'accrédite l'idée que tous les corps de métier sont indispensables. En un mot l'idée d'organisme social s'affirme dans les esprits, à mesure que les problèmes sociaux s'imposent à l'attention.

Résultera-t-il de cela quelque conséquence heureuse ? Le siècle auquel Auguste Comte prédit qu'il verrait s'épanouir la sociologie, aura-t-il le bonheur de résoudre quelques problèmes parmi les plus urgents et d'éviter aux nations de douloureuses tribulations ? Parmi ces problèmes d'une importance angoissante, celui de la vitalité, de l'accroissement ou de la diminution des populations est l'un des premiers. Car dans les lois de cette immense circulation de vies humaines, résident les causes les plus profondes des grands événements historiques. C'est en elles qu'on peut trouver l'explication de la vie matérielle elle-même du corps social, de sa croissance et de ses impulsions.



BIBLIOGRAPHIE

- PLATON. — La République et les Lois, trad. Chauvet et Saisset. Paris, 1862.
- ARISTOTE. — Politique, trad. B. Saint-Hilaire. Paris, 1862.
- RICARDO. — Œuvres, trad. Fontegrand. Paris, 1847.
- MALTHUS. — Essai sur les principes de la population, trad. Prévost. Paris, 1845.
- QUÉTELET. — Essai de physique sociale. Paris, 1838.
- STUART MILL. — Principes d'économie politique, trad. Dussart et Courcelle. Paris, 1873, 2 vol.
- HENRY GEORGE. — Progrès et Pauvreté. Paris, 1890.
- LEVASSEUR. — La population française, 3 vol. Paris, 1899-1892.
- TALLQUIST. — Essai statistique sur la moindre fécondité des mariages. Helsingfors, 1886.
- ARSÈNE DUMONT. — Dépopulation et civilisation, 1889.
- G. TARDE. — Les lois de l'imitation. Paris, 1890.
- E. DURKHEIM. — La division du travail social. Paris, 1893.
- Les règles de la méthode sociologique. Paris, 1893.
- RENÉ WORMS. — Philosophie des sciences sociales, 3 vol. Paris, 1903-07.
- La sexualité dans les naissances françaises. Paris, 1912.
- Natalité et régime successoral. Paris, 1917.
- BOUGLÉ. — Les idées égalitaires. Paris, 1899.
- Essai sur le régime des castes. Paris, 1908.
- CAUDERLIER. — Les lois de la population. Paris, 1900.
- Les lois de la population en France. Paris, 1902.
- J. BERTILLON. — La dépopulation de la France. Paris, 1911.
- Revue Hebdomadaire. — Enquête sur la dépopulation. Paris, 1909.
- Statistique internationale des mouvements de la population. Paris, 1907.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE. — *Considérations générales.*

I. — Les méthodes employées	1
II. — Etude du croît démographique	8
III. — La fonction sociale de la natalité.	12

DEUXIÈME PARTIE. — *Etude de la natalité en fonction de facteurs historiques et sociaux.*

I. — Considérations de démographie pure.	14
II. — L'influence des faits historiques	15
III. — Le tonus social	17
IV. — Les concepts moraux.	18
V. — L'organisation familiale.	22

TROISIÈME PARTIE. — *L'influence des facteurs économiques.*

I. — Position de la question	24
II. — Etude des effets de la rente.	27
III. — L'incidence dans l'économie moderne	32
IV. — Les lois de capillarité.	35
CONCLUSION	38

Vu : *Le Doyen,*
F. LARNAUDE.

Vu : *Le Président de la thèse,*
GERMAIN MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BEAUGENCY — IMP. RENÉ BARRILLER
